

(Traduction du Bureau)

JIU/REP/75/8

RAPPORT  
SUR L'UTILISATION DES LOCAUX A USAGE DE BUREAUX  
AU SIEGE DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT)

Rédigé par

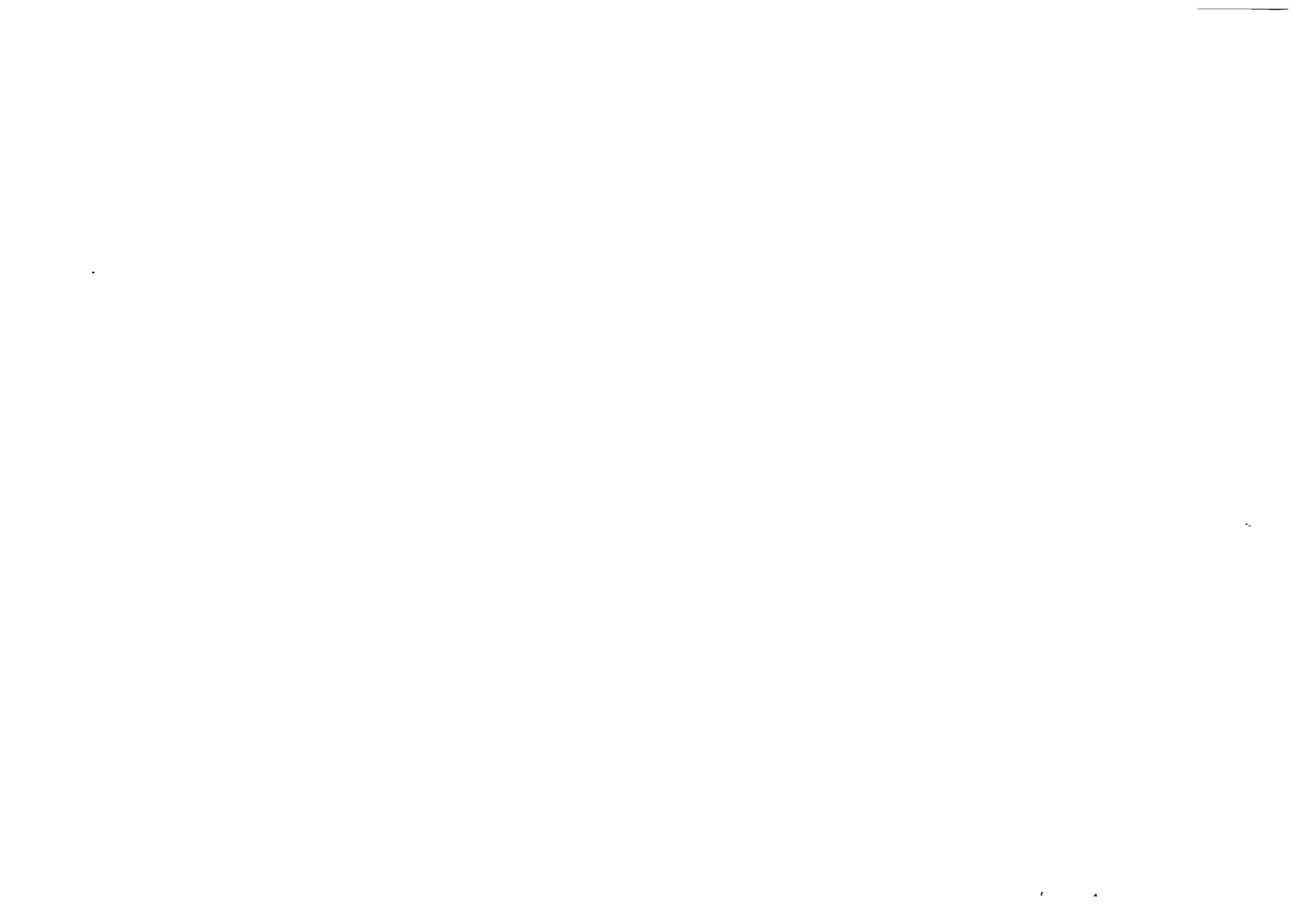
Albert F. Bender Jr. et C.E. King  
du Corps commun d'inspection

Genève,  
août 1975



TABLE DES MATIERES

	Paragraphes	Page
PREFACE .....		- i -
I. HISTORIQUE ET PORTEE DE L'ETUDE .....	1 - 4	1
II. HISTORIQUE DU PROBLEME DES LOCAUX DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL .....	5 - 11	1
III. SITUATION ACTUELLE .....	12 - 68	2
A. Bâtiment du siège .....	12 - 58	2
1) Capacité .....	12 - 29	2
2) Occupation .....	30 - 47	6
a) Personnel du secrétariat du BIT (personnes liées par contrat au BIT, y compris les consultants et le personnel temporaire) à l'exclusion des fonction- naires travaillant à l'Institut international d'études sociales .....	31	6
b) Institut international d'études sociales	32	6
c) Personnel d'autres organisations occupant des bureaux au bâtiment du siège .....	33 - 34	8
d) Autres occupants .....	35 - 47	8
3) Normes d'occupation .....	48 - 58	9
B. Gestion et planification en matière de locaux au BIT .....	59 - 68	12
IV. PERSPECTIVES FUTURES .....	69 - 76	13
V. RESUME DES PRINCIPALES CONCLUSIONS, SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS .....	-	14



PREFACE

Les inspecteurs tiennent à manifester leur gratitude au Directeur général du Bureau international du Travail (BIT), au Directeur général adjoint en charge du secteur de la gestion générale, au chef du Département des services financiers et administratifs centraux, au chef du Service de l'administration intérieure et aux autres membres du secrétariat du BIT pour l'aide sans réserve qu'ils en ont reçue au cours de l'établissement du présent rapport. Les inspecteurs ont particulièrement apprécié le fait que cette coopération leur a été apportée à un moment où le secrétariat avait fort à faire pour assurer la préparation et le fonctionnement de la 60e session de la Conférence internationale du Travail et de la session du Conseil d'administration du BIT qui s'est tenue en juin 1975.



## I. HISTORIQUE ET PORTEE DE L'ETUDE

1. A la vingt-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, sa cinquième Commission (administrative et budgétaire) a examiné la question de la construction, de l'amélioration et de l'entretien des locaux. A cette occasion, elle a notamment étudié un rapport du Corps commun d'inspection (CCI) sur les locaux à usage de bureaux pour le personnel des Nations Unies à Genève (JIU/REP/73/2 (A/9164)). La commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale que le CCI soit invité à étudier la question de l'utilisation des locaux à usage de bureaux au sein du système des Nations Unies et à soumettre ses recommandations à l'Assemblée générale à sa trentième session [c'est le rapporteur qui souligne]. A sa 2206e réunion plénière, le 18 décembre 1973, l'Assemblée générale a approuvé cette recommandation. Il a été entendu que l'étude demandée aurait trait uniquement aux locaux à usage de bureaux au siège des organisations du système des Nations Unies.

2. En janvier 1974, le CCI a décidé d'inclure l'étude de l'utilisation de ces locaux dans son programme de travail pour 1974-75. Les inspecteurs Bender et King ont accepté d'entreprendre cette tâche dès qu'ils auraient achevé d'autres études qui étaient alors en route.

3. Les inspecteurs ont décidé qu'au lieu d'un rapport englobant toutes les organisations, il serait préférable d'établir des rapports distincts de manière que chacune puisse recevoir aussitôt que possible celui qui la concerne. Cette façon de procéder permet également d'éviter de transmettre inutilement à chaque organisation des rapports n'intéressant que les autres.

4. Il convient de noter que la demande de l'Assemblée générale au CCI portait non seulement sur une étude de la question générale de l'utilisation des locaux, mais également sur une étude concernant la question particulière de la mise de locaux à la disposition du personnel occupant des postes extra-budgétaires. Dans leur rapport sur l'utilisation des locaux au siège des Nations Unies (JIU/REP/74/6 (A/9854)), les inspecteurs ont fait figurer un chapitre spécial (chapitre IV) sur l'attribution de bureaux au personnel extra-budgétaire employé à ce siège. Par la suite, ils ont décidé d'abandonner cette pratique dans les rapports ultérieurs et d'y aborder uniquement la question générale de l'utilisation des locaux à usage de bureaux au siège des diverses institutions spécialisées. Ils traitent du problème particulier de l'attribution de bureaux au personnel extra-budgétaire dans un rapport distinct ayant trait à tout le système des Nations Unies.

## II. HISTORIQUE DU PROBLEME DES LOCAUX DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

5. Le Bureau international du Travail, qui a vu le jour en tant qu'organisation permanente en 1919, a établi son premier siège permanent à la Villa Thudicum à Genève en 1920 après avoir occupé des locaux temporaires à Londres.

6. Au bout d'une année déjà, le bâtiment de Genève se révéla trop exigu et des plans furent dressés en vue de la construction de nouveaux locaux. Ceux-ci furent édifiés dans un parc sur la rive ouest du lac de Genève entre 1923 et 1926. Pendant la deuxième guerre mondiale, le BIT installa provisoirement son siège à Montréal, au Canada, avant de pouvoir reprendre son activité à Genève en 1945.

7. Comme le BIT avait un besoin croissant de bureaux, plusieurs ailes durent être ajoutées au bâtiment du siège, la dernière en 1958, ce qui permit alors de porter la surface totale des bureaux dans le bâtiment principal à 10 600 m<sup>2</sup>. Une annexe fut construite en éléments préfabriqués au Petit-Saconnex en 1964; agrandie en 1968 et 1969, elle comptait alors une surface totale de 7 900 m<sup>2</sup> de bureaux. Un troisième ensemble de 37 bureaux fut loué dans un bâtiment commercial. Au moment où l'annexe du Petit-Saconnex fut terminée, en 1969, 1 050 personnes travaillaient au bâtiment principal, 575 à l'annexe et 50 dans les locaux loués.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1961, le BII commença à ériger des fondations pour la construction d'un nouveau bâtiment du siège. Il fut décidé que l'édifice devait être aussi étroit que possible, du fait des dimensions limitées du terrain où il était construit. Ensuite, encore le bâtiment principal, le Conseil l'administra jusqu'en 1965. À sa 163e session, il échangea le terrain en bordure lac Léman contre "Grand Mollen" - près du siège de l'Organisation mondiale du commerce sur ce terrains. Pour ce faire, il accepta de céder à la construction de ces immeubles pour les organisations internationales (IP) le secrétariat du "Comité Molten", accepta de céder de l'argent jusqu'à un total de 90 millions de francs suisses au cours d'un délai de 30 ans. L'IP se réserva le droit de porter le nom "Centre des Nations" 100 cent par an à la Confédération suisse, pendant la période de 10 ans et un emprunt de 1 milliard seraient de 5 pour cent plus. C'est une chose faite. Ulterieurement, la UNPOI accorda à l'OMI un prêt supplémentaire de 17 millions de francs suisses pour aider à compenser les dépenses liées à la construction du bâtiment, dont il est question dans la partie ci-dessous.

La même date, la RTBDF a obtenu l'ancien bâtiment du siège au prix de 18 millions de francs suisses. Ensuite, il se voyait accorder le droit de continuer à occuper l'ancien bâtiment jusqu'à ce que la construction du nouveau fût terminée.

10. Le plan général du nouveau bâtiment fut approuvé en 1966 par le Conseil d'administration à sa 167e session. Il prévoyait 12 étages et des bureaux pour quelque 2 175 personnes. ultérieurement, il fallut limiter la hauteur du bâtiment à 11 étages. Le coût de sa construction fut d'abord estimé à 25 millions de dollars des Etats-Unis (environ 50 millions de francs suisses au taux de change d'alors). La construction commença en septembre 1969 et se termina à la fin de 1974, à un coût, selon les estimations alors faites, de francs suisses (approximativement 57 millions de dollars américains au taux de change en vigueur en juillet 1975). L'aménagement dans le nouvel immeuble entre novembre 1974 et mars 1975

1 Le noi sou l' a i c qui avenu disponibile, l OIT ve d le 4 janvier  
1975 à annexé à l' a i c de l' Organisation des Nations Unies pour la somme  
de 6 570 000 f ar s

### TATION ACUT

## A. DATA FROM SITES

1, upper ve

Le bâti du <sup>2</sup> 2000 cu<sup>t</sup> est situé à env 30 / km au sud du centre de Genève contre lequel il éserve aux bateaux une aile nord et une aile sud, et quatre étages souterrains. Les deux ailes sont séparées par le rez-de-chaussée. Au dessus de ces deux étages on peut se voler d'après le plan ci-dessous.

So en nærligere

Re-education and re-socialization are also key elements in the process of assimilation.

13. les façades est et ouest du bâtiment principal des bureaux sont concaves. Cette forme donne une largeur maximale aux deux extrémités du bâtiment où beaucoup d'espace est nécessaire pour les ascenseurs, les cages d'escaliers, les surfaces de rangement pour documents, la papeterie, les machines à photocopier et les locaux réservés au personnel de nettoyage; elle permet également à tous les bureaux d'être éclairés par la lumière du jour.

14. Les deux ailes sont destinées essentiellement à des usages spéciaux et ne contiennent que peu d'espace pour des bureaux à l'usage général du secrétariat.

15. L'aile sud (bâtiment des conférences) comprend un sous-sol (S 1), trois rez-de-chaussée (R 1-3) et deux mezzanines (M 2 et 3). Elle abrite douze salles de conférences (y compris la salle du Conseil d'administration) et la bibliothèque. La surface totale pouvant servir de bureaux est de 1 846,70 m<sup>2</sup>; elle est presque entièrement utilisée pour les bureaux des conférences (environ 30) ou pour les bureaux du personnel de la bibliothèque, le service des visiteurs et le service de sécurité. Au 1er mai 1975, elle était occupée par 48 personnes; selon les estimations, elle peut recevoir environ 50 personnes.

16. L'aile nord (section des services généraux) compte deux sous-sols (S 1 et 2), trois rez-de-chaussée (R 1-3) et une mezzanine (M 3). On y trouve les services de restauration (un snack-bar, un restaurant et une cafétéria self-service), divers emplacements à usage spécial et un coin récréatif pour les membres du personnel. Cette aile n'offre que peu de surface à usage de bureaux. Au 1er mai 1975, elle était occupée par 157 personnes; on estime qu'il est possible d'y installer 200 personnes.

17. Le bâtiment principal des bureaux comporte 11 étages (rez-de-chaussée non compris). La surface totale de chaque étage est de 4 489 m<sup>2</sup>, ce qui donne une surface totale brute de 49 379 m<sup>2</sup> pour ce bâtiment. La surface nette utilisable y est de 20 010 m<sup>2</sup> et se répartit comme indiqué au tableau 1, page 4. Au 1er mai 1975, 1 516 personnes y étaient installées.

18. En 1966, les architectes du BIT estimaient que la surface à usage de bureaux utilisable dans cette partie du bâtiment, pour laquelle on envisageait alors 12 étages, totaliserait quelque 22 000 m<sup>2</sup><sup>1</sup>. Ils prévoyaient également que cette surface pourrait être occupée par 1 700 fonctionnaires, que quelque 275 autres appartenant à des services tels que le service médical, la bibliothèque et la section de la sténographie pourraient trouver place dans des locaux à usages spéciaux dans ce même bâtiment principal des bureaux et qu'environ 200 autres fonctionnaires pourraient être installés dans l'aile nord. Ainsi, la capacité était alors estimée à quelque 2 175 fonctionnaires.

---

<sup>1</sup> Document GB.167/FA/D.10/28. Le chiffre de 21 000 m<sup>2</sup> mentionné au paragraphe 45 du document semble avoir été dû à une erreur.

Tableau 1

Surface à usage de bureaux utilisable  
dans le bâtiment principal des bureaux du bâtiment du siège du BIT

Etage	m <sup>2</sup>	Etage	m <sup>2</sup>
1 <sup>re</sup>	360 <sup>a)</sup>	5 <sup>e</sup>	1 824 <sup>f)</sup>
10 <sup>e</sup>	1 950 <sup>b)</sup>	4 <sup>e</sup>	1 956 <sup>g)</sup>
9 <sup>e</sup>	2 058 <sup>c)</sup>	3 <sup>e</sup>	1 758 <sup>h)</sup>
8 <sup>e</sup>	2 004 <sup>d)</sup>	2 <sup>e</sup>	2 046 <sup>i)</sup>
7 <sup>e</sup>	2 028 <sup>e)</sup>	1 <sup>er</sup>	1 968 <sup>j)</sup>
6 <sup>e</sup>	2 058 <sup>c)</sup>		
Total	10 458	Total	9 552
TOTAL GENERAL : 20 010 m <sup>2</sup>			

a) A l'exclusion de la salle de documentation (180 m<sup>2</sup>), des salles pour cycles d'études (192 m<sup>2</sup>), des salles de réunions de département (60 m<sup>2</sup>).

b) A l'exclusion des salles pour cycles d'études (30 m<sup>2</sup>), des salles de réunions de département (78 m<sup>2</sup>) et du tube pneumatique (6 m<sup>2</sup>).

c) A l'exclusion du tube pneumatique (6 m<sup>2</sup>).

d) A l'exclusion des locaux pour les terminaux d'ordinateur (18 m<sup>2</sup>), des salles de réunions de département (36 m<sup>2</sup>) et du tube pneumatique (6 m<sup>2</sup>).

e) A l'exclusion des locaux pour la réalisation de microfilms (18 m<sup>2</sup>), pour les terminaux d'ordinateur (12 m<sup>2</sup>) et du tube pneumatique (6 m<sup>2</sup>).

f) A l'exclusion des bureaux du service médical (174 m<sup>2</sup>), des salles de réunions de département (60 m<sup>2</sup>) et du tube pneumatique (6 m<sup>2</sup>).

g) A l'exclusion des locaux pour les terminaux d'ordinateur (24 m<sup>2</sup>), de bureaux pour les Commissaires aux comptes (42 m<sup>2</sup>), des salles de réunions de département (36 m<sup>2</sup>) et du tube pneumatique (6 m<sup>2</sup>).

h) A l'exclusion des bureaux de la banque (84 m<sup>2</sup>), de l'agence de voyages (114 m<sup>2</sup>), de l'entreprise de nettoyage (18 m<sup>2</sup>), de la Caisse (18 m<sup>2</sup>), des salons de repos du personnel (30 m<sup>2</sup>), des locaux pour la réalisation de microfilms (18 m<sup>2</sup>) et pour les terminaux d'ordinateur (18 m<sup>2</sup>), et du tube pneumatique (6 m<sup>2</sup>).

i) A l'exclusion du bureau de la Mutuelle de crédit (12 m<sup>2</sup>) et du tube pneumatique (6 m<sup>2</sup>).

j) A l'exclusion des bureaux du Syndicat du personnel (84 m<sup>2</sup>) et du tube pneumatique (12 m<sup>2</sup>).

19. Par la suite, il fallut limiter la hauteur du bâtiment à 11 étages, ce qui fut partiellement compensé par le rallongement du bâtiment aux deux extrémités, mais l'espace disponible s'en trouva réduit dans une certaine mesure. Pour en tenir compte, il fut décidé de ne pas installer le personnel de la bibliothèque dans le bâtiment principal des bureaux, mais de construire des bureaux à son intention dans l'aile sud.

20. Les inspecteurs n'ignorèrent pas que certaines modifications ont été apportées au plan d'occupation du bâtiment du BIT avant l'emménagement. Le BIT a décidé de faire utiliser par certaines de ses dactylographes, en plus de leur machine à écrire normale, des machines ATS (Administrative Terminal System) et en a loué 23. Il s'est alors révélé nécessaire d'affecter 2 312 m<sup>2</sup> de bureaux à cet effet, ce qui diminuait la capacité du bâtiment principal des bureaux de quelque 23 personnes. En outre, le BIT a décidé d'allouer plus de place aux dactylographes dans les pools, d'où la perte de quelque 50 places dans les bureaux occupés par ce personnel.

21. En réponse aux questions posées par les inspecteurs à propos de l'étude qui fait l'objet du présent rapport, le secrétariat du BIT a calculé, au 1er mai 1975, la capacité actuelle du bâtiment principal des bureaux; on en trouvera les résultats dans les paragraphes qui suivent.

22. Le bâtiment principal des bureaux a une surface utilisable de 3 572 modules<sup>1</sup> (10 étages de 344 modules chacun plus 132 modules pour le 11e étage (nord)). Toutefois, ainsi qu'il est indiqué dans les notes qui suivent le tableau 1, une partie de cet espace, représentant 237 modules, est nécessaire à des usages spéciaux. Ainsi, le nombre total des modules à utilisation de bureaux pour le personnel du BIT se trouve ramené à 3 335.

23. Compte tenu du nombre des fonctionnaires du BIT installés dans les bureaux au 1er mai 1975 (1 511) et des normes d'occupation approuvées selon les grades (voir tableau 3, page 10), il semblerait qu'à ce moment-là le BIT avait besoin de quelque 2 709 modules pour les bureaux de son personnel, c'est-à-dire  $2\ 709 + 1\ 511 = 1\ 793$  modules par membre du personnel.

24. Puisque le nombre des modules disponibles pour le personnel du BIT dans le bâtiment principal des bureaux est de 3 335, il faut diviser ce chiffre par 1,793 (module par personne) pour obtenir le nombre de personnes que le bâtiment peut recevoir : 1 860.

25. Toutefois, le BIT signale que ce calcul, fondé sur les normes d'occupation selon les grades, ne tient pas compte du fait que certains fonctionnaires, par exemple des chefs d'unités, les fonctionnaires recevant beaucoup de visiteurs de l'extérieur, les dessinateurs et les secrétaires des directeurs généraux adjoints et sous-directeurs généraux, ont besoin d'un module supplémentaire en raison de leurs fonctions. On estime qu'environ 100 fonctionnaires rentrent dans cette catégorie et qu'un supplément de 100 modules de bureaux est nécessaire pour assurer leur installation convenable. La capacité théorique du bâtiment s'en trouve diminuée d'environ 55 personnes (100 modules + 1,793), de sorte qu'on peut considérer que la capacité en personnel est d'environ 1 800.

26. Comme il est indiqué au tableau 2, il y avait également dans le bâtiment principal des bureaux, au 1er mai 1975, 31 personnes qui n'étaient pas membres du personnel; donc, la capacité totale de ces locaux est d'environ 1 830.

---

<sup>1</sup> Le module type à usage de bureau au BIT a une surface au sol d'environ 6 m<sup>2</sup> (approximativement 1,2 x 5 mètres) et une fenêtre. Les plus petits bureaux du BIT se composent de deux de ces modules.

2. Si l'on tient le principe des ailes nord et sud étant, comme indiqué aux paragraphes 1 et 2, estimée à environ 250 personnes, on peut en conclure que la capacité totale du siège principal des bureaux et des ailes est de quelque 2 080 personnes. Par conséquent, il serait préférable de dire que la capacité du bâtiment tout entier est à peu près de 2 000 personnes.

28. La situation au 1er mai 1975 étant de quelque 1 721 personnes, comme le tableau 1 de la page 7, il semblerait qu'à cette date environ 500 personnes supplémentaires auraient pu y être logées. De plus, 81 des occupants actuels des fonctionnaires de l'OMS et du GATT, repartis dans 170 modules<sup>1</sup>, devraient formellement quitter ces locaux à la fin de 1976, le BIT disposerait alors de ses propres fonctionnaires de quelque 375 à 400 places de plus ou il devrait au 1er mai 1975.

29. Le tableau 1/5-100 cité au paragraphe 28 suppose que les normes actuelles d'accès à la continueront d'être appliquées. On pourrait évidemment fournir des bureaux pour plus grande nombre de personnes si l'on abaissait ces normes d'occupation, ce se déroulant le BIT a déclaré qu'il se propose de le faire lorsque le besoin en de telles surfaces se fera sentir.

#### 2. Occupants

30. On trouvera au tableau 2, page 7, la liste des occupants du bâtiment du siège et la surface attribuée à chacun d'eux au 1er mai 1975.

- a) Personnel du secrétariat du BIT (personnes  
liées par contrat au BIT, y compris  
les contractuels et le personnel temporaire)  
à l'exclusion des fonctionnaires travaillant  
à l'Institut international d'études sociales

31. Le personnel du secrétariat, à l'exclusion des fonctionnaires travaillant pour l'Institut, installé dans le bâtiment du siège au 1er mai 1975, comptait au total de 1 525 personnes<sup>2</sup>. Quelque 1 166 d'entre elles avaient un contrat d'une année au moins et étaient pour leur traitement au budget ordinaire de l'OIT, environ 575 étaient à contrat d'un an au moins et leur traitement était assuré par des fonds autres que ceux du budget ordinaire; 44 enfin étaient membres temporaires à personnel avec des contrats de moins d'une année.

#### Institut international d'études sociales

32. Des salariés du personnel de l'Institut (36), qui avaient tous des contrats à temps occupaient au 1er mai 1975 792 m<sup>2</sup> de bureaux (compte non tenu des surfaces usages spéciaux) aux 10e et 11e étages du bâtiment du BIT. Cet Institut a été créé en 1960 par le Conseil d'administration du BIT en vue de promouvoir une meilleure compréhension des problèmes sociaux dans le monde. Les activités de l'institut qui ont commencé en 1962, consistent essentiellement à l'organisation de groupes d'études et de séminaires internationaux, mais elles comprennent également des programmes limités de recherche et d'information. À l'origine, on espérait que les activités de l'Institut seraient entièrement financées par les cotisations du fonds de dotation alimenté par les recettes de cotisations diverses. Dans la pratique, aux revenus du fonds sont venues s'ajouter une contribution de l'OIT et des bourses et prestations de diverses sources.

1. Comme le montre le tableau moyen par le BIT de 1,793 module par membre du conseil et l'Institut peuvent accueillir 94 personnes (170 modules - 1,793) sur la surface occupée par l'OMS et le GATT.

2. Comme le montre le tableau 2 ce chiffre ne tient pas compte de 26 fonctionnaires en congé sans rémunération.

Tableau 2

Occupation du bâtiment du siège du BIT au 1er mai 1975

Occupants	Nombre	Surface occupée (m <sup>2</sup> )
<u>Locaux pour les bureaux du secrétariat</u>		
Secrétariat du BIT	1 525 <sup>a)</sup>	18 198 <sup>b)</sup>
Institut international d'études sociales	36	792
Organisation mondiale de la santé	60	714
GATT	21	306
TOTAL	1 642	20 010
<u>Autres locaux</u>		
Services de restauration	41	3 492
Service médical	10	393 <sup>d)</sup>
Danzas (agence de voyages) <sup>c)</sup>	7	114
Union de banques suisses <sup>c)</sup>	6	84
PTT	4	175
Commissaires aux comptes <sup>c)</sup>	3	42
Naville (kiosque à journaux)	3	80
Mutuelle de crédit <sup>c)</sup>	2	12
Entreprise de nettoyage <sup>c)</sup>	2	18
Syndicat du personnel <sup>c)</sup>	1 <sup>e)</sup>	84
TOTAL	1 721	24 504

a) A l'exclusion de 36 membres du personnel du BIT travaillant pour l'Institut international d'études sociales, puisqu'ils figurent à part dans le tableau. A l'exclusion également de 26 membres du personnel en congé sans traitement, y compris un certain nombre de membres du personnel travaillant dans des locaux à usages spéciaux ainsi que 50 membres du personnel d'entretien et 25 membres du personnel n'ayant pas de bureaux attitrés.

b) A l'exclusion de 792 m<sup>2</sup> occupés par le personnel de l'Institut international d'études sociales, ainsi que des locaux à usages spéciaux occupés par le personnel.

c) Situés dans le bâtiment principal des bureaux.

d) Dont 174 m<sup>2</sup> de locaux à usage de bureaux.

e) Le président, le vice-président et une secrétaire du syndicat sont membres du personnel du BIT et figurent donc déjà dans le chiffre donné pour le secrétariat du BIT.

c) Personnel d'autres organisations occupant des bureaux au bâtiment du siège

i) Organisation mondiale de la Santé

33. Comme mentionné dans le document JIU/REP/75/31<sup>1</sup>, l'OMS a conclu avec le BIT un accord sur la location, à dater du 1er janvier 1975, d'un groupe de bureaux au 9e étage du nouveau bâtiment du siège du BIT. L'accord prévoit la location de 119 modules (714 m<sup>2</sup>) à usage de bureaux jusqu'au 31 décembre 1976<sup>2</sup>. Le loyer est de 2 325 francs suisses par module et par an, plus les frais de nettoyage. Au 1er mai 1975, les locaux loués étaient occupés par 60 membres du personnel de l'OMS.

ii) GATT

34. Aux termes d'un accord, semblable à celui qui a été conclu entre l'OIT et l'OMS, le GATT a loué 51 modules au 9e étage pour la période allant du 1er décembre 1974 au 30 novembre 1976. Au 1er mai 1975, 21 fonctionnaires avaient des bureaux dans le bâtiment du BIT. Le loyer est le même que pour l'OMS. En outre, le GATT verse 35 francs suisses par mois pour chaque place de parking réservée dans le garage souterrain.

d) Autres occupants

i) Services de restauration

35. Un concessionnaire assure le fonctionnement du restaurant du BIT, d'une cafétéria self-service, d'un snack et d'un bar situé près des salles de réunions. Le concessionnaire verse un loyer annuel de 30 000 francs suisses plus 4 pour cent du chiffre d'affaires sur les repas et réceptions donnés pour des clients privés dans les locaux du BIT.

ii) Service médical

36. Aux termes d'un accord avec le BIT, analogue à ceux qu'elle a conclus avec d'autres organisations internationales installées à Genève, l'OMS met à la disposition du Bureau certains des membres de son personnel pour assurer les services médicaux au personnel du BIT. C'est à ce titre que celui-ci dispose de cinq conseillers médicaux, d'une assistante de laboratoire, d'une infirmière et de trois secrétaires. Le BIT fournit les locaux nécessaires au 5e étage du bâtiment principal des bureaux.

iii) Danzas (agence de voyage)

37. Aux termes d'un accord conclu le 16 août 1967, le BIT met à la disposition de Danzas, au 3e étage du bâtiment principal, des locaux non meublés (114 m<sup>2</sup>) pour son personnel, sept employés chargés d'arranger les voyages en mission officielle du BIT et d'autres voyages également. Le Bureau pourvoit gratuitement à l'éclairage, au chauffage et au nettoyage des locaux de Danzas. Il lui fournit également les services téléphoniques et prend à sa charge le coût de tous les appels locaux ainsi que des autres appels que nécessitent les voyages en mission officielle du BIT. Le coût des appels ne rentrant pas dans ces catégories est à la charge de Danzas.

38. En contrepartie des locaux et des services fournis par le BIT, Danzas lui a versé un montant de 235 000 francs suisses pour la période allant du 1er novembre 1973 au 30 décembre 1974.

39. Les arrangements entre l'OIT et Danzas, comme ceux qui existent entre l'OMS et Thomas Cook and Son, sont financièrement beaucoup plus avantageux pour l'Organisation que ce n'est le cas des arrangements entre les Nations Unies et Cooks pour l'Office des Nations Unies à Genève et leur siège à New York.

<sup>1</sup> Rapport sur l'utilisation des locaux à usage de bureaux au siège de l'OMS paragr. 82-85.

<sup>2</sup> Il prévoyait également pour l'OMS une option, à lever au plus tard le 30 juin 1975, en vue de la location de 120 modules supplémentaires (720 m<sup>2</sup>). Toutefois, l'OMS a informé le BIT, en juin 1975, qu'elle n'avait pas l'intention de confirmer cette option.

iv) Union de Banques Suisses (UBS)

40. Aux termes d'un accord conclu le 19 décembre 1974, le BIT met à la disposition de l'UBS, au 3e étage du bâtiment principal, des locaux non meublés ( $84 \text{ m}^2$ ) pour son personnel (six employés). Il assure gratuitement à l'UBS l'éclairage, le chauffage et le nettoyage. En échange des locaux et des services, la banque verse au BIT un montant de 25 000 francs suisses pour 1975; ce montant passera à 40 000 francs suisses pour 1976 et à 50 000 francs suisses pour 1977, 1978 et 1979.

41. Le loyer payé au BIT par la banque est comparable à celui de 40 000 francs suisses que l'OMS perçoit en 1975 de la Société de Banque Suisse (SBS), qui a une agence au siège de l'OMS. Par contre, l'Office des Nations Unies à Genève ne reçoit de loyer d'aucune sorte de la Lloyds Bank International Limited, dont deux agences fonctionnent au Palais des Nations.

v) PTT

42. Aux termes d'un arrangement avec le BIT, analogue à celui qu'ils ont passé avec l'OMS et l'Office des Nations Unies à Genève, les PTT disposent gratuitement de quelque  $175 \text{ m}^2$  de locaux dans l'aile nord du bâtiment, où quatre de leurs employés assurent le fonctionnement d'un bureau de poste. Le BIT fournit également le chauffage, l'électricité, le nettoyage et les réparations.

vi) Commissaires aux comptes

43. Le BIT met à la disposition de ses commissaires aux comptes  $42 \text{ m}^2$  de bureaux pouvant recevoir trois personnes au 4e étage du bâtiment principal.

vii) Naville (kiosque à journaux)

44. Le concessionnaire dispose de  $80 \text{ m}^2$  pour son personnel (trois employés). A titre de loyer, Naville verse 11,5 pour cent de son chiffre d'affaires.

viii) Mutuelle d'épargne et de crédit (MEC)

45. La Mutuelle d'épargne et de crédit, qui a son bureau principal au Palais des Nations, a un bureau secondaire ( $12 \text{ m}^2$ ) au 2e étage du bâtiment principal du BIT lui permettant d'installer un ou deux employés qui conseillent les membres du personnel du BIT.

ix) Entreprise de nettoyage

46. L'entreprise chargée du nettoyage des locaux du siège dispose, au 3e étage du bâtiment principal, d'un bureau ( $18 \text{ m}^2$ ) pour les deux responsables de la surveillance des travaux.

x) Syndicat du personnel

47. Le BIT fournit à son Syndicat du personnel des locaux ( $84 \text{ m}^2$ ) au 1er étage du bâtiment principal. Ils sont utilisés comme salle de réunion et comme bureaux pour le président et le vice-président du syndicat et pour les deux secrétaires, qui, tous, sont membres du personnel du BIT, à l'exception de l'une des secrétaires.

3) Normes d'occupation

48. Comme indiqué plus haut, les locaux à usage de bureaux dans le bâtiment principal sont constitués à partir de modules ayant une surface nette au sol d'environ  $6 \text{ m}^2$  (approximativement  $1,2 \times 5$  mètres) et une fenêtre. En général, il y a 344 modules par étage, le plus petit bureau consistant en deux modules (environ  $12 \text{ m}^2$ ). Les cloisons de séparation entre les bureaux sont amovibles.

49. Les normes d'occupation actuelles sont indiquées au tableau 3, p. 10.

50. Selon les normes d'occupation existantes, aucun membre du personnel auquel on a attribué un bureau ne dispose de moins de 1,5 module, soit environ une surface de  $9 \text{ m}^2$ . Pour les dactylographes, il était initialement prévu d'en installer trois par bureau de trois modules (environ  $18 \text{ m}^2$ ). Toutefois, le BIT ayant actuellement plus de place que nécessaire, il n'y a que deux dactylographes dans ces bureaux.

Tableau 3

Normes d'occupation au bâtiment du siège du BIT

Grade	Surface attribuée
<u>Services organiques et catégories supérieures</u>	
Directeur général	30 m <sup>2</sup> (cinq modules) pour le bureau de travail
Directeurs généraux adjoints et sous-directeurs généraux	72 m <sup>2</sup> pour le bureau de réception <sup>a)</sup>
D.2	36 m <sup>2</sup> (six modules)
D.1	30 m <sup>2</sup> (cinq modules)
P.5	24 m <sup>2</sup> (quatre modules)
P.4	18 m <sup>2</sup> (trois modules)
P.5	12 m <sup>2</sup> (deux modules)
P.2	9 m <sup>2</sup> (trois modules pour deux)
P.1	9 m <sup>2</sup> (trois modules pour deux)
Services généraux	9 m <sup>2</sup> (trois modules pour deux) <sup>b)</sup>

a) Utilisé pour recevoir les visiteurs de marque, pour organiser de petites réceptions, etc.

b) Dans des circonstances spéciales, un seul membre des services généraux peut à l'occasion occuper un bureau de 12 m<sup>2</sup> et même 18 m<sup>2</sup>.

51. Les inspecteurs estiment qu'actuellement les normes d'occupation en ce qui concerne les services organiques et catégories supérieures du BIT sont raisonnables et conformes aux besoins<sup>1</sup> et qu'elles pourraient fort bien servir de modèle<sup>2</sup> aux autres organisations du système des Nations Unies. Il importe de noter qu'elles sont en grande partie rendues possibles par les dimensions et la forme des modules, qui permettent au BIT d'aménager des bureaux qui ne sont ni trop grands ni trop petits. Les autres organisations internationales qui prévoient la construction de nouveaux bâtiments à usage de bureaux seraient bien avisées d'envisager l'adoption d'un module de base semblable à celui du BIT. Elles devraient également noter le rôle important que jouent les parois amovibles, du genre de celles du nouveau bâtiment du BIT, dans le maintien des normes d'occupation une fois qu'elles ont été adoptées et dans leur réduction au cas où cela se révélerait nécessaire.

52. Les inspecteurs ont des réserves à faire en ce qui concerne la surface attribuée au personnel des services généraux et particulièrement aux dactylographes. À leur avis, le plan initial consistant à mettre trois dactylographes dans un bureau d'environ 18 m<sup>2</sup> était plus raisonnable et plus conforme aux pratiques des autres grandes organisations internationales que ne l'est la pratique actuelle de ne mettre que deux dactylos dans ces bureaux. Il faut se rappeler que les surfaces

<sup>1</sup> Voir toutefois, paragr. 58.

<sup>2</sup> Cette observation ne s'applique pas au niveau du Directeur général. Les chefs de secrétariat ont des responsabilités et des méthodes de travail différentes et les locaux qui leur sont affectés peuvent varier en conséquence.

doivent être attribuées en fonction des tâches à accomplir; on a constaté ailleurs que, du point de vue de ces tâches, les dactylos n'ont pas besoin de 9 m<sup>2</sup> par personne. Cela est particulièrement vrai dans des bâtiments tels que celui du BIT où tous les bureaux ont des fenêtres recevant la lumière du jour.

53. On trouvera ci-après quelques exemples des pratiques dans d'autres grandes organisations internationales. A l'OMS, les dactylographes du pool se voient attribuer 3,2 m<sup>2</sup> ou 4,8 m<sup>2</sup> selon qu'ils sont six ou quatre à partager des bureaux de 19,2 m<sup>2</sup>. Dans la nouvelle aile des bureaux (bâtiment E) du Palais des Nations, l'Office des Nations Unies à Genève a adopté une norme de 5,02 m<sup>2</sup> pour les dactylographes des pools. A l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, le personnel des services généraux se voit en général attribuer 5 m<sup>2</sup>. A l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à Paris, les normes varient selon les bâtiments, le personnel des services généraux se voyant en général attribuer 8 m<sup>2</sup>, 7 m<sup>2</sup> ou 6,5 m<sup>2</sup>. Au siège des Nations Unies à New York, où 70 à 80 pour cent du personnel des services généraux se trouvent dans des locaux n'ayant pas vue sur l'extérieur, les dactylographes qui ne sont pas dans les pools disposent de 5,6 m<sup>2</sup> par personne et celles qui sont dans les pools de 3,9 m<sup>2</sup><sup>1</sup>.

54. En conséquence, il y a lieu de considérer qu'il existe des possibilités non négligeables de réduire les locaux attribués aux dactylographes si le BIT estime un jour nécessaire d'abaisser les normes d'occupation pour installer du personnel supplémentaire dans le nouveau bâtiment. En outre, il peut y avoir lieu de procéder à certaines réductions de la surface attribuée aux autres membres du personnel des services généraux conformément aux pratiques en vigueur dans les autres organisations.

55. La relation entre l'application de normes d'occupation plus raisonnables aux dactylographes, et peut-être aux autres membres du personnel des services généraux, d'une part, et la capacité du nouveau bâtiment du BIT de recevoir du personnel, de l'autre, devient évidente lorsqu'on constate que le BIT emploie actuellement quelque 100 dactylographes dans les pools et 300 à 350 autres dactylographes, sténographes et secrétaires ailleurs. Si, par exemple, on installait ces 100 dactylographes à raison de trois au lieu de deux par bureau de 18 m<sup>2</sup>, la place par personne passerait de 9 m<sup>2</sup> à 6 m<sup>2</sup>, d'où une économie de 300 m<sup>2</sup> pouvant recevoir dans les mêmes conditions 50 dactylographes supplémentaires.

56. Lorsqu'on envisage la possibilité de réduire l'espace attribué aux dactylographes des pools, il convient de noter non seulement qu'ils partagent 18 m<sup>2</sup> de bureau à deux, mais encore qu'ils passent un temps considérable à travailler sur des machines ATS dans des bureaux distincts de 12 m<sup>2</sup>. Dans ce cas, les bureaux de 18 m<sup>2</sup> qui leur sont affectés sont occupés par une seule personne au plus. Toutefois, les inspecteurs notent que pendant la période de la Conférence internationale du Travail, au mois de juin de chaque année, les dactylographes de renfort employés temporairement sont installés dans les bureaux de certains des dactylographes du pool.

57. Les inspecteurs recommandent que le BIT étudie sérieusement la possibilité de modifier les normes d'occupation pour le personnel des services généraux, et en particulier les dactylographes, et de se conformer de plus près aux pratiques des autres organisations. Le secrétariat du BIT a avisé les inspecteurs qu'"au cas où l'on aurait encore besoin de place, après épuisement de celle qui est déjà tenue en réserve, on compte abaisser dans toute la mesure possible les normes d'occupation avant d'avoir à acquérir de nouveaux locaux supplémentaires".

58. Les inspecteurs ont également été informés par le secrétariat du BIT que, si les normes d'occupation sont un jour abaissées, cela touchera le personnel des catégories organiques ou supérieures aussi bien que le personnel des services généraux. En ce qui concerne les normes d'occupation pour ces premières catégories,

<sup>1</sup> Il y a lieu de noter que les inspecteurs ont exprimé leur désapprobation en ce qui concerne la pratique consistant à installer six dactylographes dans des bureaux de 19,2 m<sup>2</sup> et ont recommandé des mesures en vue de remédier à d'autres situations dans lesquelles le personnel des services généraux semblait être trop à l'étroit.

Il a déjà été indiqué au paragraphe 51 que, dans les circonstances présentes, les inspecteurs les considèrent comme raisonnables et adéquates. Ils ne jugeraient cependant pas contre-indiqué, au cas où le manque de place se ferait vivement sentir, de réduire celle qui est allouée aux administrateurs des grades D.2 et D.1 et peut-être à certains de grade P.5. Ils s'inquiètent à cet égard que, dans la nouvelle aile des bureaux (bâtiment E) du Palais des Nations, l'Office des Nations Unies à Genève a récemment réduit à 23,2 m<sup>2</sup> la surface attribuée aux D.2, à 18,8-23,2 m<sup>2</sup> celle des D.1 et à 13,4-19,5 m<sup>2</sup> celle des P.5.

B. Gestion et planification en matière de locaux au BIT

59. Le chef des services financiers et administratifs centraux a la responsabilité première de la gestion des locaux dans le bâtiment du BIT. Il exerce cette responsabilité compte tenu des lignes directrices fixées par le Directeur général et le Directeur général adjoint en charge du secteur de la gestion générale.

60. Au sein du Département des services financiers et administratifs centraux, c'est le service de l'administration intérieure qui est responsable de la gestion quotidienne des locaux à usage de bureaux, ainsi que de la planification nécessaire pour faire face aux besoins futurs. Toutefois, il n'y a pas d'unité ou de section distincte s'occupant des locaux à usage de bureaux. Cette tâche incombe, selon le cas, au service ou à la section des services intérieurs. Ces cas importants, tels que le transfert d'une unité d'un secteur à un autre, l'attribution de locaux à des organisations de l'extérieur, l'attribution de locaux à la direction, etc., sont, en principe réglés au niveau du service. Normalement, les cas de routine sont laissés aux soins de la section des services intérieurs.

61. Les décisions fondamentales concernant la construction sont prises par le Conseil d'administration, sur avis de son Sous-comité du bâtiment. C'est sur rapport du Sous-comité du bâtiment que le Conseil d'administration a pris la décision finale de construire un nouveau bâtiment au "Grand Morillon". Le contrôle général de la construction du bâtiment a été confié à un conseiller qui avait auparavant occupé un poste du niveau de Sous-directeur général, à savoir celui de trésorier et contrôleur des finances, et qui connaissait parfaitement les besoins de place au BIT.

62. Les inspecteurs ont été impressionnés par le soin et l'attention qui ont été apportés à la planification en vue de pourvoir aux besoins en locaux du BIT dans le nouveau bâtiment. Le module de base, le recours aux cloisons amovibles, l'éclairage de tous les bureaux par la lumière naturelle et la fixation de normes d'occupation raisonnables et adéquates pour les catégories organiques et supérieures devraient grandement contribuer à une gestion efficace des locaux dans le bâtiment.

63. Toutefois, il faut noter que la capacité prévue du bâtiment repose sur l'application de certaines normes d'occupation. Comme indiqué aux paragraphes 50 et 52, une modification notable a déjà été apportée aux normes officielles concernant l'espace alloué aux dactylographes. Il convient de remarquer que cette modification a été faite bien que les fonctionnaires du BIT responsables au premier chef de la gestion des locaux aient signalé que les nouvelles normes ne seraient pas conformes à celles des autres organisations du système des Nations Unies. C'est là un fait regrettable et qui peut non seulement remettre en cause la valeur de la planification qui a déterminé la construction, mais également constituer un précédent qui pourrait rendre difficile la gestion des locaux en d'autres secteurs. Toutefois, les inspecteurs constatent qu'il a été clairement indiqué au personnel du BIT que lorsque le nouveau bâtiment sera complètement occupé, il sera nécessaire de réduire les normes d'occupation pour tout le personnel, y compris dans les pools de dactylographie, s'il faut de la place pour un plus grand nombre de fonctionnaires à ce moment-là.

64. Les inspecteurs ont également été impressionnés par le fait que le BIT s'est arrangé pour louer une partie considérable de ses locaux excédentaires dès que la construction du bâtiment a été terminée. C'est là une pratique qui devrait être suivie par les autres organisations ayant un excédent de place, et, lorsque c'est le cas, il conviendrait d'accorder la priorité aux membres du système des Nations Unies ayant des besoins en locaux. Il est vrai qu'il reste dans le bâtiment du BIT des espaces inutilisés qui n'ont pas été loués, mais la location de ces parties n'est pas possible puisqu'elles ont été attribuées à des fins d'expansion future à diverses unités dans tout le bâtiment. Ce genre d'attribution constitue évidemment une pratique raisonnable.

65. Cette pratique consistant à attribuer des locaux en réserve à diverses unités en vue de leur future expansion est raisonnable, certes, mais elle met en danger la gestion convenable des locaux si elle ne s'accompagne pas de certaines précautions. Elle engendre immédiatement parmi le personnel des tendances à empiéter sur les surfaces excédentaires en réserve et à se faire attribuer plus de place que ne le prévoient les normes officielles d'occupation. Par exemple, elle crée une tendance à allouer au personnel plus que ce à quoi il a droit en partant du principe qu'en cas de promotion à une date ultérieure il pourra alors prétendre à des bureaux plus grands. S'il est vrai qu'il faut faire preuve d'une souplesse raisonnable dans l'attribution des locaux tout en respectant généralement les normes d'occupation, il ne faut pas oublier qu'il est très difficile de revenir sur ce qui a été accordé - l'une des organisations établies à Genève a parlé de l'attribution de bureaux moins spacieux comme d'une "expérience pénible et extrêmement désagréable". En outre, les dérogations aux normes officielles, même lorsque des circonstances spéciales semblent exister, créent une tendance à de nouvelles exceptions même en l'absence de telles circonstances. En général, elles ne peuvent se justifier que sur la base des fonctions exercées par les membres du personnel ou de raisons économiques, par exemple si elles permettent d'éviter le recours à un cloisonnement coûteux des locaux.

66. Pour les raisons mentionnées, une des organisations internationales installées à Genève a pris la position suivante en ce qui concerne les locaux attribués en vue d'une expansion : "normalement, les locaux prévus pour l'expansion seront fermés à clé ou réservés à d'autres affectations temporaires jusqu'au moment où ils seront réclamés par l'unité en question".

67. Le secrétariat du BIT a signalé que, pour des raisons pratiques, il a été nécessaire pour l'instant de laisser seuls certains fonctionnaires dans des bureaux qui sont plus grands que ceux auxquels ils ont droit selon les normes d'occupation. Cela s'est produit, par exemple, lorsqu'un P.3 a été installé seul dans un bureau à trois modules prévu pour recevoir deux P.3, du simple fait qu'il n'y a pas d'autre P.3 employé dans l'unité pour le moment. Dans ce cas, le fonctionnaire en question s'est vu notifier par écrit qu'il occupe un bureau plus grand que celui auquel il a droit et qu'il peut s'attendre à ce que la situation change ultérieurement.

68. Malgré cette précaution louable et en raison des tendances mentionnées au paragraphe 65, les inspecteurs souhaitent insister sur l'opportunité d'efforts persévérand de la part du secrétariat du BIT pour faire en sorte que, sauf lorsque c'est amplement justifié par les fonctions exercées ou par des raisons d'économie, il ne soit pas attribué aux fonctionnaires de locaux dépassant les normes officielles.

#### IV. PERSPECTIVES FUTURES

69. Le programme et budget de l'OMS pour la période biennale 1976-77, qui a été approuvé par la Conférence générale en juin 1975, ne prévoit pas d'accroissement du personnel pendant cet exercice. Quant à un accroissement éventuel du personnel après la période biennale 1976-77, le secrétariat du BIT a informé les inspecteurs qu'on "peut seulement supposer qu'il n'excédera pas 5 pour cent par an".

70. En réponse à la question des inspecteurs de savoir ce que l'accroissement prévu du personnel implique du point de vue des locaux supplémentaires requis, le secrétariat du BIT a fait savoir que "le bâtiment est prévu pour suffire jusqu'à 1981". Pour plusieurs raisons, les inspecteurs considèrent que cela pourrait être une estimation par trop réservée.

71. Tout d'abord, au 1<sup>er</sup> mai 1975, le personnel du BIT, y compris 36 membres de l'Institut international d'études sociales et 26 membres en congé sans traitement, s'élevait à 1 587 personnes. En supposant que le taux d'accroissement du personnel mentionné par le secrétariat du BIT, à savoir 5 pour cent par an, se vérifie après 1977, cela ne ferait que quelque 250 fonctionnaires de plus pendant les années 1978 à 1980, ce qui porterait le total à 1 837 personnes. A cela il faudrait ajouter les 79 membres du personnel occupant d'"autres locaux" qui apparaissent au tableau 2 de la page 7, ce qui porterait le nombre total d'occupants à 1 916. Ainsi, si

<sup>1</sup> Les 81 membres du personnel de l'OMS et du GATT qui sont actuellement installés dans le bâtiment peuvent être laissés de côté aux fins des présents calculs puisqu'ils auront quitté les locaux avant 1980.

la "supposition" du BIT quant au taux d'accroissement du personnel "jusqu'à 1981" se révèle exacte, il s'en faudra de quelque 100 personnes pour que l'occupation maximum du bâtiment au début de 1981 atteigne la capacité estimée, qui est d'un peu plus de 2 000 personnes. Une nouvelle augmentation des effectifs de 5 pour cent (92 personnes) pendant l'année 1981 serait nécessaire pour que l'occupation corresponde à la capacité.

72. Il faut noter que le calcul du paragraphe 71 se fonde sur l'hypothèse d'un taux de croissance du personnel de 5 pour cent par an, alors qu'il n'est prévu aucun accroissement pour la période biennale 1976-77. Si le taux annuel moyen d'augmentation ne devait être que de 2,5 pour cent, le bâtiment devrait satisfaire les besoins en locaux du BIT jusque vers la fin de 1985.

73. Les calculs qui précèdent partent de l'hypothèse que la capacité du bâtiment du BIT est seulement un peu supérieure à 2 000 personnes, ce qui, à son tour, suppose que les normes actuelles d'occupation continueront à être appliquées et que le BIT ne sera pas en mesure de transformer les locaux présentement utilisés à d'autres fins en locaux à usage de bureaux. A cet égard, il faut noter deux faits : a) le secrétariat du BIT a fait état de son intention de réduire les normes d'occupation lorsque des locaux supplémentaires seront nécessaires (paragr. 57); b) l'OMS a été en mesure d'accroître la capacité de son bâtiment et de la faire passer d'un millier de personnes à son niveau actuel de plus de 1 200 en réduisant les normes d'occupation et en créant des bureaux dans des espaces non utilisés (voir JIU/REP/75/3 (A28/31), paragr. 37-42). Si des mesures de ce genre sont prises par le BIT lorsqu'il lui faudra plus de bureaux, le bâtiment répondra aux besoins du BIT pendant un plus grand nombre d'années.

74. En conséquence, les inspecteurs recommandent qu'au cours de l'année prochaine ou de la suivante le secrétariat du BIT élabore des plans en vue de l'occupation maximum du bâtiment, compte tenu des besoins qu'entraînent les fonctions et de normes raisonnables d'installation du personnel. En élaborant ces plans, le secrétariat du BIT jugera certainement utile de consulter les fonctionnaires d'autres organisations à Genève qui ont dû faire face à des situations analogues, bien qu'il y ait tout lieu de croire que le secrétariat ait lui-même acquis une expérience tout à fait remarquable en ce domaine avec l'utilisation de l'ancien bâtiment du BIT au cours des dernières années.

75. Actuellement, le BIT n'a aucun plan de construction nouvelle pour répondre aux futurs besoins en locaux. Toutefois, le 7 juillet 1975, le BIT a conclu un contrat pour l'acquisition d'une parcelle d'environ 40 500 m<sup>2</sup> contiguë à celle où s'élève le siège actuel. Elle est acquise en échange d'une autre propriété du BIT contiguë à l'ancien bâtiment sur la rive du lac de Genève. Cette propriété, dénommée "Les Fougères", est d'une contenance de 13 442 m<sup>2</sup>; elle est en partie occupée par une villa et un bâtiment en préfabriqué où était installé l'Institut international d'études sociales.

76. Dans le cadre de la même transaction, l'OIT a acquis un droit d'occupation, aux fins de construction, d'une parcelle supplémentaire contiguë à son nouveau bâtiment et d'une contenance de 21 116 m<sup>2</sup>. Ce droit d'occupation vaut pour une période de 99 ans, avec un loyer annuel de 100 francs suisses pour les 30 premières années et un loyer à fixer ultérieurement pour les années suivantes.

## V. RESUME DES PRINCIPALES CONCLUSIONS, SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS

### A. Capacité et occupation du bâtiment du BIT

1. On estime que le bâtiment du BIT pourra recevoir un peu plus de 2 000 personnes si l'on continue à appliquer les présentes normes d'occupation. Au 1er mai 1975, il abritait 1 721 personnes (dont 1 561 membres du personnel du BIT), soit environ 300 de moins que le chiffre estimatif de sa capacité. En outre, 81 des occupants (personnel de l'OMS et du GATT) devaient quitter le bâtiment à la fin de 1976 et pouvaient éventuellement être remplacés par un nombre légèrement supérieur de personnes. En conséquence, le bâtiment devrait être en mesure de recevoir quelque 375 à 400 personnes de plus et ce nombre pourrait être accru si le secrétariat du BIT mettait à exécution son intention déclarée d'abaisser les normes d'occupation "dans toute la mesure du possible" avant de chercher des locaux supplémentaires (paragr. 12-29).

B. Occupation du bâtiment du BIT par  
du personnel ne faisant pas partie  
du secrétariat

2. Le 1er mai 1975, le bâtiment du BIT abritait quelque 160 personnes ne faisant pas partie du secrétariat du BIT, dont 60 de l'OMS, 21 du GATT et 79 de divers services, PTT, service médical, Mutuelle d'épargne et de crédit, Syndicat du personnel et commissaires aux comptes. Dans aucun de ces cas, les locaux occupés ne posent de questions (paragr. 33-47).

3. Le BIT a passé des arrangements financiers beaucoup plus favorables avec l'agence de voyages et la banque ayant des bureaux dans le bâtiment du siège que n'a su le faire l'Office des Nations Unies à Genève avec des institutions analogues (paragr. 37-41).

C. Normes d'occupation du bâtiment  
du BIT

4. Il semble aux inspecteurs que les normes d'occupation pour les catégories organiques et supérieures au bâtiment du BIT sont raisonnables et adéquates dans les circonstances actuelles et qu'elles devraient bien être adoptées par les autres organisations du système des Nations Unies. Ce qui permet l'adoption de telles normes, ce sont les dimensions du module de base du BIT, que les autres organisations devraient soigneusement étudier lorsqu'elles envisagent la construction de nouveaux locaux à usage de bureaux (paragr. 48-51).

5. Les inspecteurs ont des réserves à faire au sujet des normes d'occupation pour le personnel des services généraux, particulièrement pour celles des dactylographes des pools, qui dépassent celles qui étaient initialement prévues et celles qui sont en vigueur dans les autres organisations. Ces normes, qui aboutissent à faire partager des bureaux de 18 m<sup>2</sup> à deux dactylographes, au lieu de trois comme initialement prévu, réduit de 50 personnes la capacité des bureaux occupés par les dactylographes des pools. Les inspecteurs recommandent que le secrétariat du BIT révise cette norme, ainsi que celles qui s'appliquent au personnel des services généraux, en vue de les rendre plus conformes à celles des autres organisations du système des Nations Unies dès que des locaux supplémentaires seront nécessaires (paragr. 52-57).

6. Le secrétariat du BIT a déclaré que si de nouveaux locaux à usage de bureaux sont nécessaires, il a l'intention d'abaisser les normes d'occupation dans toute la mesure du possible avant de chercher à acquérir de nouveaux locaux; il a ajouté que cette réduction toucherait non seulement les services généraux, mais également les catégories organiques et supérieures. Bien qu'à leur avis les normes d'occupation pour ces dernières catégories soient raisonnables et adéquates pour le moment, les inspecteurs n'auraient rien à redire contre l'abaissement des normes pour les D.2 et les D.1, peut-être aussi pour certains P.5, s'il fallait faire face à une grave pénurie de bureaux (paragr. 58).

D. Gestion et planification  
des locaux au BIT

7. Le chef des Services financiers et administratifs centraux a la responsabilité première de la gestion des locaux dans le bâtiment du BIT. Il exerce cette responsabilité compte tenu des lignes directrices fixées par le Directeur général et le Directeur général adjoint en charge du secteur de la gestion générale (paragr. 59).

8. Au sein du Département des services financiers et administratifs centraux, c'est le service de l'administration intérieure qui est responsable de la gestion quotidienne des locaux à usage de bureaux, ainsi que de la planification en vue de faire face aux besoins futurs. Il n'y a pas d'unité distincte s'occupant des locaux à usage de bureaux. Les problèmes importants sont réglés au niveau du service et les cas de routine sont laissés aux soins de la section des services intérieurs au sein de ce service (paragr. 60).

9. Les inspecteurs ont été impressionnés par le soin et l'attention qui ont été apportés à la planification en vue de pourvoir aux besoins de locaux à usage de bureaux dans le nouveau bâtiment du BIT. Le module de base, le recours à des cloisons amovibles, l'éclairage de tous les bureaux par la lumière naturelle et l'établissement de normes d'occupation raisonnables et adéquates pour les catégories organiques et supérieures devraient grandement contribuer à une gestion efficace des locaux dans le bâtiment (paragr. 62).

10. Les inspecteurs jugent regrettable qu'une modification importante des normes d'occupation, à savoir de la norme applicable aux dactylographes des pools, ait été faite bien que les fonctionnaires qui avaient la responsabilité première de la gestion des bureaux aient signalé que la nouvelle norme proposée n'était pas conforme à celles des autres organisations du système des Nations Unies. Les inspecteurs notent qu'il a été clairement indiqué au personnel du BIT que, lorsque le bâtiment sera complètement occupé, il sera nécessaire de réduire les normes d'installation pour tout le personnel, y compris dans les pools de dactylographie, s'il faut de la place pour un plus grand nombre de fonctionnaires à ce moment-là (paragr. 63).

11. Les inspecteurs ont noté avec approbation que le secrétariat du BIT a loué à l'OMS et au GATT une grande partie des locaux excédentaires dans le nouveau bâtiment dès qu'il a été prêt à être occupé. Ils recommandent cette façon de faire à toutes les organisations construisant de nouveaux bâtiments. Ils considèrent que lorsque des locaux excédentaires sont loués, la priorité devrait être accordée aux autres organisations du système des Nations Unies qui ont des besoins en locaux (paragr. 64).

12. Les inspecteurs jugent raisonnable que le secrétariat du BIT ait affecté certaines surfaces dans diverses parties du bâtiment à certaines unités en vue de leur expansion future. Toutefois, ils considèrent que cette pratique, bien que raisonnable, met en danger l'efficacité de la gestion des locaux à moins qu'elle ne s'accompagne de certaines précautions. Elle crée des tendances à attribuer plus de place que ne le prévoient les normes d'occupation officielles et, lorsque cela se produit, il est très difficile de réduire les places ainsi attribuées (paragr. 64-66).

13. Pour des raisons pratiques, le BIT a dû momentanément installer certains membres du personnel dans des bureaux plus grands que ceux auxquels ils ont droit. Dans ces cas, le personnel en question a été prévenu par écrit que la situation sera rétablie à l'avenir au moment approprié. En dépit de cette précaution, les inspecteurs demandent que des efforts persévérants soient déployés pour assurer que les normes d'occupation seront strictement appliquées sauf lorsque leur non-application dans certains cas est amplement justifiée par les fonctions remplies ou par des raisons d'économie (paragr. 67-68).

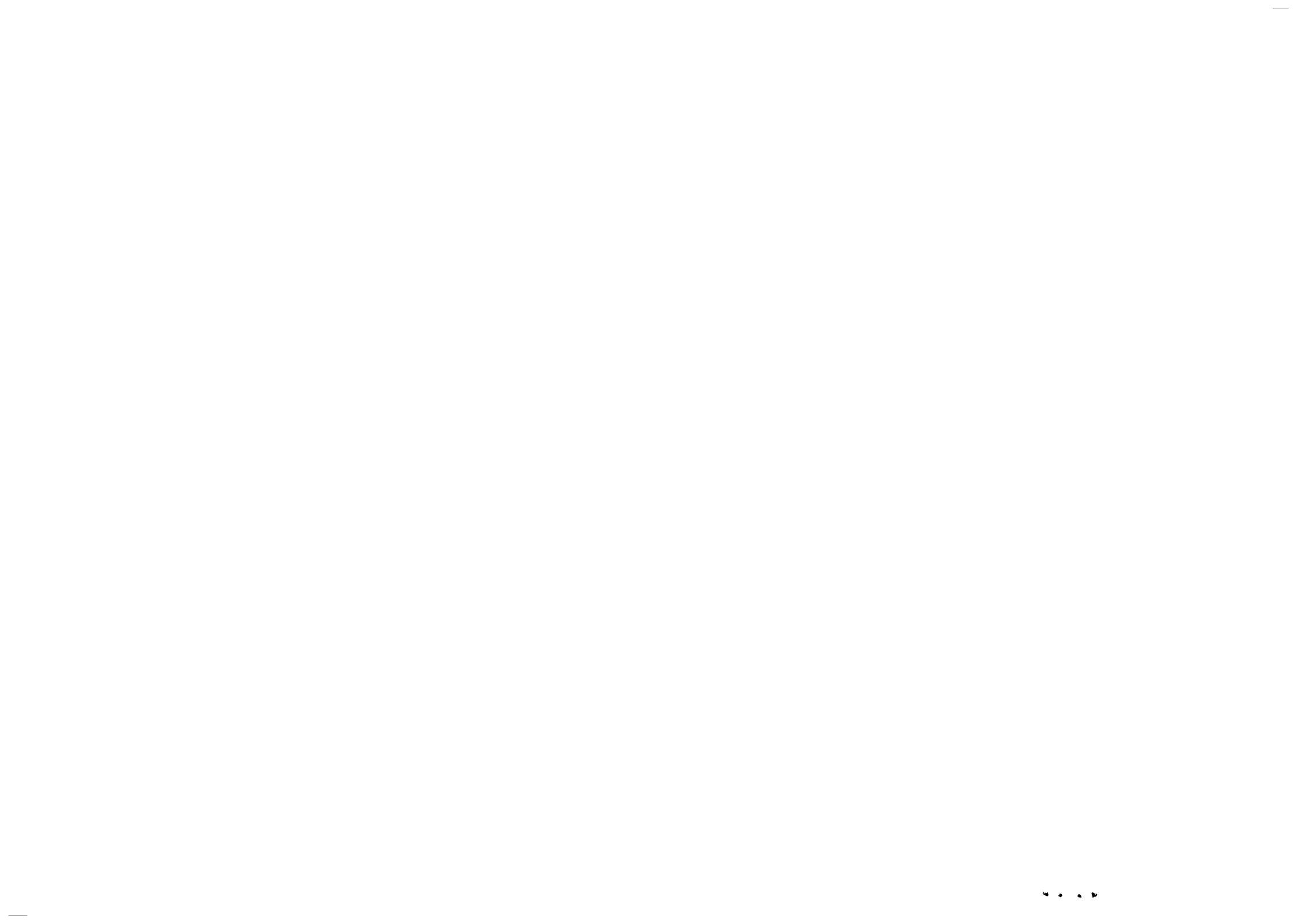
### F. Perspectives futures

14. Le programme et budget de l'OIT pour la période biennale 1976-77 ne prévoit aucun accroissement du personnel. Pour la période ultérieure, le secrétariat du BIT "peut seulement supposer" que le taux d'accroissement du personnel "n'excédera pas 5 pour cent par an". Sur cette base, le secrétariat déclare que le bâtiment du BIT "est prévu pour suffire jusqu'à 1981" (paragr. 69-70).

15. Les inspecteurs considèrent que l'estimation qui précède pourrait bien être trop réservée. Si l'on admet un accroissement cumulatif annuel du personnel de 5 pour cent après 1977, il semblerait que le bâtiment ne doive pas être occupé à sa pleine capacité avant la fin de 1981. Au cas où le taux annuel moyen d'accroissement serait seulement de 2,5 pour cent, la pleine capacité du bâtiment ne serait atteinte que vers la fin de 1985. En outre, un abaissement des normes d'occupation, qu'on dit avoir l'intention d'adopter lorsque des locaux supplémentaires seront nécessaires, ainsi que la transformation en bureaux de locaux actuellement utilisés à d'autres fins (comme cela s'est fait à l'OMS), permettrait au bâtiment de répondre aux besoins du BIT pour un certain nombre d'années supplémentaires (paragr. 70-73).

16. Les inspecteurs recommandent qu'au cours de l'année prochaine ou de la suivante, le secrétariat du BIT établisse des plans en vue de l'occupation maximum du bâtiment compte tenu des besoins qu'entraînent les fonctions et de normes raisonnables d'installation du personnel. Lors de l'élaboration de ces plans, l'expérience d'autres organisations devrait être prise en considération (paragr. 74).

17. Bien que l'OIT n'ait à présent aucun plan de construction nouvelle de locaux à usage de bureaux, elle a acquis en juillet 1975 une parcelle d'une contenance de 40 500 m<sup>2</sup> contiguë à celle où se trouve le siège. Elle a été acquise en échange d'une parcelle de 13 442 m<sup>2</sup> que le BIT possérait au bord du lac et qui était contiguë à l'ancien bâtiment du BIT. Dans le cadre de la même transaction, le BIT a acquis un droit d'occupation, aux fins de construction, sur une parcelle supplémentaire de 21 116 m<sup>2</sup> contiguë à son nouveau bâtiment. Ce droit d'occupation vaut pour une période de 99 ans; le loyer annuel, de 100 francs suisses pendant les 30 premières années, sera fixé ultérieurement pour les années suivantes (paragr. 75-76).



INFORME SOBRE EL APROVECHAMIENTO  
DE LOS LOCALES PARA OFICINAS EN LA SEDE  
DE LA OFICINA INTERNACIONAL DEL TRABAJO (OIT)

Preparado por

Albert F. Bender, hijo, y C.E. King  
Dependencia Común de Inspección

GE.75-8302

Ginebra,  
agosto de 1975



INDICE

	<u>Párrafos</u>	<u>Páginas</u>
PREFACIO .....	-	i
I. ANTECEDENTES Y ALCANCE DEL ESTUDIO .....	1-4	1
II. EVOLUCION HISTORICA DEL PROBLEMA DE LOS LOCALES DE OFICINAS EN LA OIT .....	5-11	2
III. LA SITUACION ACTUAL .....	12-68	3
A. El edificio de la sede .....	12-29	3
1) Capacidad .....	12-58	3
2) Ocupación .....	30-47	7
a) Personal de la Secretaría de la OIT diferente del personal adscrito al Instituto Internacional de Estudios Laborales .....	31	7
b) Instituto Internacional de Estudios Laborales .....	32	7
c) Personal de otras organizaciones que ocupan locales en el edificio de la sede .....	33-34	9
d) Otros ocupantes .....	35-47	9
3) Normas de ocupación .....	48-58	11
B. Planificación y administración de los locales de oficinas de la OIT .....	59-68	13
IV. PERSPECTIVAS FUTURAS .....	69-76	16
V. RESUMEN DE LAS PRINCIPALES CONCLUSIONES, SUGERENCIAS Y RECOMENDACIONES .....	-	18



PREFACIO

Los inspectores desean hacer constar su agradecimiento al Director General de la Oficina Internacional del Trabajo (OIT), al Subdirector General que tiene a su cargo el sector general de la administración, al jefe del Departamento de Servicios Financieros y Administrativos Centrales, al jefe del Servicio de la Administración Interna y a otros miembros de la Secretaría de la OIT por la valiosa y amplia ayuda que prestaron en el curso de la preparación del presente informe. Los inspectores aprecian particularmente esta asistencia por el hecho de que se brindó en momentos en que la Secretaría dedicaba todos sus esfuerzos a la preparación y participación en la 60.ª reunión de la Conferencia Internacional del Trabajo y en la reunión del Consejo de Administración de la OIT de junio de 1975.



## I. ANTECEDENTES Y ALCANCE DEL ESTUDIO

1. En el curso del vigésimo octavo período de sesiones de la Asamblea General de las Naciones Unidas, su quinta Comisión examinó el tema "Construcción, mejoras y trabajos importantes de conservación de los locales", y en ese contexto estudió, inter alia, un informe de la Dependencia Común de Inspección (DCI) sobre locales para oficinas para el personal de las Naciones Unidas en Ginebra (JIU/REP/73/2 (A/9164)). La Comisión decidió recomendar a la Asamblea General que se solicitase de la DCI que "estudiara la cuestión del aprovechamiento de los locales en el sistema de las Naciones Unidas y presentase sus conclusiones a la Asamblea General en su vigésimo noveno período de sesiones"<sup>1</sup> [el subrayado no es del original]. En su 2206.<sup>a</sup> sesión plenaria, de 18 de diciembre de 1973, la Asamblea General aprabó esta recomendación, en la inteligencia de que el estudio solicitado se refiriera exclusivamente a los locales para oficinas en las sedes de las organizaciones del sistema de las Naciones Unidas.

2. En enero de 1974, la DCI decidió incluir el estudio sobre el aprovechamiento de los locales para oficinas en su programa de labores correspondiente a 1974-1975, conviniendo los inspectores Bender y King en emprender esta tarea tan pronto como completaran otros estudios que estaban realizando.

3. Los inspectores decidieron que, en lugar de preparar un solo informe que abarcara todas las organizaciones, sería preferible preparar informes separados respecto de cada organización, de forma que las organizaciones pudieran recibir los correspondientes informes individuales en la fecha más aproximada posible. Prosiguiendo este procedimiento se haría asimismo innecesario sobrecargar a cada organización con informes que se refieren concretamente a otras organizaciones.

4. Es de observar que la solicitud formulada por la Asamblea General a la DCI no solamente se refería a un estudio relativo a la cuestión general del aprovechamiento de los locales para oficinas, sino también a un estudio sobre el tema particular de la provisión de oficinas para el personal extrapresupuestario. Así, en su informe sobre el aprovechamiento de locales para oficinas en la sede de las Naciones Unidas (JIU/REP/74/6 (A/9854)), los inspectores incluyen una sección especial (capítulo IV) sobre la provisión de locales de oficinas para el personal extrapresupuestario en dicha sede. Ulteriormente, dichos inspectores decidieron interrumpir este procedimiento en los informes siguientes, tal como el presente, y ocuparse exclusivamente en estos informes de la cuestión general del aprovechamiento de los locales para oficinas en las sedes respectivas de los diversos organismos especializados, tratando el particular problema de la provisión de oficinas para el personal extrapresupuestario en un solo informe separado relativo a todo el sistema de las Naciones Unidas.

---

<sup>1</sup> La quinta Comisión cambió "vigésimo noveno" por "trigésimo".

### III. EVOLUCION HISTORICA DEL PROBLEMA DE LOS LOCALES DE OFICINAS EN LA OIT

5. La Oficina Internacional del Trabajo, que se constituyó como organización permanente en 1919, estableció su primera sede permanente en la "Villa Thudicum" en 1920, en Ginebra, después de haber ocupado temporalmente unos locales en Londres.

6. Al cabo de un año, la citada sede temporal resultó ser demasiado exigua, proyectándose, consecuentemente, la construcción de nuevos locales, construcción que se llevó a cabo en el período de 1923-1926 en la orilla derecha del lago de Ginebra. Durante la segunda guerra mundial, la OIT trasladó temporalmente su sede a Montreal, Canadá, pero pudo reanudar sus labores en Ginebra en 1945.

7. A causa de las crecientes necesidades de la OIT en materia de locales de oficinas, se incorporaron varias alas al edificio de la sede - la última de ellas en 1958 -, elevándose de esta forma la superficie total de los locales de oficinas a 10 600 m<sup>2</sup>. En 1964, se erigió un anexo prefabricado en la zona del Petit-Saconnex, de Ginebra, construcción que se amplió en 1968 y 1969 para disponer de una superficie total de 7 900 m<sup>2</sup> de locales de oficinas. Por otra parte, se alquilaron 37 oficinas en un edificio comercial. Cuando se completó, en 1969, el anexo del Petit-Saconnex, 1 050 personas trabajaban en el edificio principal, 575 en dicho anexo, y 50 en locales alquilados.

8. En vista de su progresiva expansión, la OIT comenzó a considerar, a principios de 1960, la posibilidad de construir una nueva sede. Dada la impracticabilidad de incorporar otras alas al edificio principal a causa de la superficie limitada del emplazamiento de la sede, el Consejo de Administración, en su 163.<sup>a</sup> reunión, de 1965, decidió intercambiar sus terrenos cabe al lago por la propiedad del "Grand Morillon" - en las proximidades de la sede de la Organización Mundial de la Salud (OMS) - y erigir la nueva sede en la misma. Para prestar una asistencia a este proyecto, la Fundación de Inmuebles para las Organizaciones Internacionales (FIPOI)<sup>1</sup>, que era propietaria del "Grand Morillon", acordó conceder un préstamo de 90 millones de francos suizos a un tipo de interés del 3 por ciento anual, reembolsable en un plazo de cuarenta años. La FIPOI se reservó el derecho de aumentar el tipo de interés a un 3 y medio por ciento anual, en caso de que la Confederación Helvética hubiera de conceder, durante el período del citado préstamo, una ampliación del mismo cuyo interés habría de fijarse en un 5 o más por ciento, que es lo que efectivamente ha ocurrido. Posteriormente, la FIPOI ha concedido a la OIT un préstamo complementario de 27 millones de francos suizos como compensación para cubrir el aumento de los costos de la construcción del edificio, como se indica más adelante en el párrafo 10.

9. El traspaso de las propiedades respectivas entre la OIT y la FIPOI se hizo efectivo el 26 de abril de 1967, adquiriendo simultáneamente la FIPOI el edificio de la antigua sede por la suma de 18 millones de francos suizos. Sin embargo, se concedió a la OIT el derecho de continuar ocupando el antiguo edificio hasta que se completara la construcción de la nueva sede.

10. En su 167.<sup>a</sup> reunión, en 1966, el Consejo de Administración aprobó los planos generales de la nueva construcción, que había de tener 12 pisos y una capacidad para acomodar unas 2 175 personas. Posteriormente fue necesario limitar la altura del edificio a 11 pisos. Originalmente se estimaron los costos de la construcción en 25 millones de dólares estadounidenses (alrededor de 108 millones de francos suizos, al tipo de cambio de aquella época). Las obras se iniciaron en septiembre de 1969, y se completaron a fines de 1974 a un costo aproximado de 143 millones de francos suizos (57 millones de dólares estadounidenses, aproximadamente, al tipo de cambio en curso en julio de 1975). El nuevo edificio se ocupó en noviembre de 1974 y marzo de 1975.

11. En vista de la disponibilidad del nuevo edificio, la OIT vendió el anexo del Petit-Saconnex a las Naciones Unidas, el 24 de enero de 1975, por la suma de 6 370 000 francos suizos.

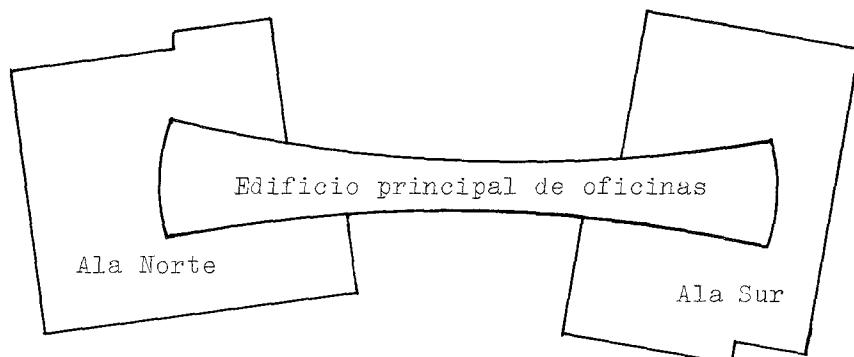
<sup>1</sup> Organización del Gobierno suizo que proporciona una ayuda financiera a las organizaciones de las Naciones Unidas con sede en Ginebra en relación con sus proyectos de construcción.

### III. LA SITUACION ACTUAL

#### A. El edificio de la sede.

##### 1) Capacidad.

12. El edificio de la sede, que se encuentra a una distancia aproximada de 4 kilómetros del centro de Ginebra, comprende un edificio principal de oficinas, y en sus extremos, respectivamente, un ala Norte y un ala Sur, y cuatro pisos subterráneos para el aparcamiento de coches<sup>1</sup>. Las dos alas se comunican por la planta baja del edificio principal de oficinas, como se muestra en el siguiente plano.



13. Las fachadas Este y Oeste del edificio principal de oficinas son cónicas, lo que proporciona una anchura máxima en ambos extremos del edificio, en los que se requiere espacio interno para los ascensores, huecos de las escaleras, almacenaje de documentos, material de oficina, máquinas multicopistas y locales para el material de limpieza; esta configuración del edificio facilita luz natural en todas las oficinas.

14. Las dos alas se destinan fundamentalmente a usos especiales y proporcionan poco espacio de oficinas para servicios generales de secretaría.

15. El ala Sur (edificio de conferencias) comprende un sótano (S 1), tres plantas bajas (R 1-3), y dos entresuelos (M 2 y 3), conteniendo 12 salas de reuniones (incluida la sala del Consejo de Administración) y la Biblioteca. Esta parte del edificio contiene asimismo locales de oficinas de una superficie total de 1 846,70 m<sup>2</sup>, que se utilizan casi exclusivamente como oficinas de conferencia (30, aproximadamente) o como oficinas para el personal de la Biblioteca, del Servicio de Visitantes y del Servicio de Seguridad. En 1.º de mayo de 1975, 48 personas ocupaban este ala, y se estima que su capacidad es de unas 50 personas.

16. El ala Norte (Sección de Servicios Generales) consta de dos sótanos (S 1 y 2), tres plantas bajas (R 1-3) y un entresuelo (M 3), y contiene los servicios de restaurantes (un "snack bar", un restaurante y una cafetería de autoservicio), diversos locales para fines especiales y un local de recreos para los miembros del personal. Este ala no cuenta con espacio importante para locales de oficinas. En 1.º de mayo de 1975, 157 personas ocupaban este ala, y se calcula que su capacidad es de unas 200 personas.

<sup>1</sup> Estos garajes facilitan el aparcamiento de 1 420 coches, aproximadamente; además existe un aparcamiento exterior para 40 coches. Todos estos aparcamientos son gratuitos para el personal de la OIT.

17. El edificio principal de oficinas tiene 11 pisos, sin contar la planta baja. La superficie total de cada piso es de 4 489 m<sup>2</sup>, con una superficie total de espacio bruto en esta parte del edificio de 49 379 m<sup>2</sup>. La superficie total de espacio utilizable de oficinas en el edificio principal es de 20 010 m<sup>2</sup>, distribuyéndose esta superficie en la forma indicada en el cuadro 1. En 1.<sup>o</sup> de mayo de 1975, 1 516 personas ocupaban el edificio principal.

18. En 1966, los arquitectos de la OIT calcularon que el espacio utilizable de oficinas en el edificio principal - que había de tener 12 pisos, sin contar la planta baja - habría de tener una superficie total de 22 000 m<sup>2</sup>, aproximadamente<sup>1</sup>. Dichos arquitectos estimaron asimismo que los locales de oficinas podrían tener una capacidad para 1 700 funcionarios; que alrededor de otros 275 funcionarios, pertenecientes a servicios como el Servicio Médico, la Biblioteca y la Sección de Taquimecanografía, podrían instalarse en locales para usos especiales en el edificio principal, y unos 200 funcionarios adicionales podrían instalarse en el ala Norte. Así, se calculó entonces que la capacidad sería de unos 2 175 funcionarios.

---

<sup>1</sup> Documento GB.167/FA/D.10/28. La cifra de 21 000 m<sup>2</sup> que se indica en el párrafo 42 de este documento es errónea.

Cuadro 1

ESPACIO UTILIZABLE DE OFICINAS EN EL EDIFICIO PRINCIPAL DE LA SEDE DE LA OIT

Piso	m <sup>2</sup>	Piso	m <sup>2</sup>
11. <sup>o</sup>	360 <sup>a)</sup>	5. <sup>o</sup>	1 824 <sup>f)</sup>
10. <sup>o</sup>	1 950 <sup>b)</sup>	4. <sup>o</sup>	1 956 <sup>g)</sup>
9. <sup>o</sup>	2 058 <sup>c)</sup>	3. <sup>o</sup>	1 758 <sup>h)</sup>
8. <sup>o</sup>	2 004 <sup>d)</sup>	2. <sup>o</sup>	2 046 <sup>i)</sup>
7. <sup>o</sup>	2 028 <sup>e)</sup>	1. <sup>o</sup>	1 968 <sup>j)</sup>
6. <sup>o</sup>	2 058 <sup>c)</sup>		
Total	10 458	Total	9 552
GRAN TOTAL - 20 010 m <sup>2</sup>			

a) Excluidas la sala de documentación (180 m<sup>2</sup>), las salas de seminarios (192 m<sup>2</sup>), las salas de reunión de departamentos (60 m<sup>2</sup>).

b) Excluidos las salas de seminarios (30 m<sup>2</sup>), las salas de reunión de departamentos (78 m<sup>2</sup>) y el tubo neumático (6 m<sup>2</sup>).

c) Excluido el tubo neumático (6 m<sup>2</sup>).

d) Excluidos los locales para las terminales de las computadoras (18 m<sup>2</sup>), las salas de reunión de departamentos (36 m<sup>2</sup>) y el tubo neumático (6 m<sup>2</sup>).

e) Excluidos los locales para microfilmes (18 m<sup>2</sup>) y para terminales de computadoras (12 m<sup>2</sup>) y el tubo neumático (6 m<sup>2</sup>).

f) Excluidos las oficinas del Servicio Médico (174 m<sup>2</sup>), las salas de reunión de departamentos (60 m<sup>2</sup>) y el tubo neumático (6 m<sup>2</sup>).

g) Excluidos los locales para las terminales de las computadoras (24 m<sup>2</sup>) y para los interventores de cuentas del exterior (42 m<sup>2</sup>), las salas de reunión de departamentos (36 m<sup>2</sup>) y el tubo neumático (6 m<sup>2</sup>).

h) Excluidos las oficinas del Banco (84 m<sup>2</sup>), de la agencia de viajes (114 m<sup>2</sup>), de la empresa de limpieza (18 m<sup>2</sup>), la oficina de cambio (18 m<sup>2</sup>), las salas de descanso para el personal (30 m<sup>2</sup>), los locales de archivos de microfilmes (18 m<sup>2</sup>), las terminales de las computadoras (18 m<sup>2</sup>) y el tubo neumático (6 m<sup>2</sup>).

i) Excluidos la oficina de la Mutualidad de Ahorros y de Crédito (12 m<sup>2</sup>) y el tubo neumático (6 m<sup>2</sup>).

j) Excluidos las oficinas del Sindicato del Personal (84 m<sup>2</sup>) y el tubo neumático (12 m<sup>2</sup>).

19. Posteriormente se hizo necesario limitar la altura del edificio a 11 pisos. Esto se compensó en parte extendiendo el edificio en sus dos extremos. Pero el espacio disponible se redujo en cierto grado. Para tener en cuenta esta reducción se decidió no instalar al personal de la Biblioteca en el edificio principal, sino prever oficinas para ese personal en el ala Sur.

20. Los inspectores sabían que determinadas modificaciones se efectuaron en la planificación de la ocupación del edificio de la OIT antes de que su personal se instalara en el mismo. La Oficina decidió que algunos miembros de su personal de mecanografía utilizara máquinas ATS (sistema de terminología administrativa), además de las máquinas de escribir corrientes, para lo cual alquiló 23 de dichas máquinas. Pero a estos efectos, fue necesario dedicar 23 oficinas de 12 m<sup>2</sup> cada una, reduciéndose en esta forma la capacidad del edificio principal en unas 23 personas. Además, la OIT decidió asimismo aumentar la asignación de espacio de oficinas para el personal de mecanografía de los "pools", reduciéndose consiguientemente en unas 50 personas la capacidad de las oficinas ocupadas por ese personal.

21. En respuesta a las preguntas formuladas por los inspectores en relación con el estudio que representa el presente informe, la Secretaría de la OIT estableció cálculos al día, esto es, hasta el 1.<sup>o</sup> de mayo de 1975, acerca de la capacidad presente del edificio principal de oficinas, que dieron por resultado las cifras que se citan en los siguientes párrafos.

22. En el edificio principal de oficinas hay un espacio utilizable de 3 572 módulos<sup>1</sup> (10 pisos de 344 módulos por planta, más 132 módulos del undécimo piso (Norte)). No obstante, como se indica en las notas del cuadro 1, parte de este espacio se requiere para usos especiales, lo que representa 237 módulos. De esta suerte, la cifra total de módulos de locales de oficinas disponibles para instalar al personal de la OIT se reduce a 3 335 módulos.

23. Teniendo en cuenta el número de funcionarios de la OIT que ocupaban locales de oficinas en 1.<sup>o</sup> de mayo de 1975 (1 511), así como las normas aprobadas de ocupación según el grado profesional (véase más adelante el cuadro 3), parece desprenderse de que, en aquella fecha, la OIT necesitaba unos 2 709 módulos de espacio de oficinas para instalar a su personal, lo que significaba que la OIT necesitaba 1,793 ( $2,709 \div 1,511$ ) módulos de espacio de oficinas por cada miembro del personal.

24. Como el número de módulos disponibles para el personal de la OIT en el edificio principal de oficinas es de 3 335, esta cifra ha de dividirse por 1,793 (módulos por persona) para determinar la capacidad del edificio para el personal, lo que da la cifra de 1 860 personas.

25. Sin embargo, la OIT señala que este cálculo, basado en normas de ocupación según el grado profesional, no tiene en cuenta el hecho de que ciertos funcionarios, por ejemplo, determinados jefes de unidades, los funcionarios que reciben numerosas visitas, los trabajadores especializados y las secretarías del Director General Adjunto y de los Subdirectores, precisan un módulo complementario dadas sus funciones. Se calcula que alrededor de 100 funcionarios pertenecen a esta categoría, y que, consiguientemente, se necesitan 100 módulos adicionales para instalar apropiadamente a este personal. Esta circunstancia reduce la capacidad técnica del edificio para el personal en unas 55 personas ( $100 \text{ módulos} \div 1,793$ ), de forma que puede calcularse que la capacidad del edificio para el personal es de 1 800 personas, aproximadamente.

---

<sup>1</sup> El módulo básico de oficina de la OIT tiene una superficie de unos 6 m<sup>2</sup> (1,2 metros x 5 metros) y una ventana. La oficina más pequeña de la OIT consta de dos de estos módulos.

26. Como se indica en el cuadro 2, también se hallaban instaladas, en 1.<sup>o</sup> de mayo de 1975, en el edificio principal de oficinas, unas 31 personas que no pertenecían al personal de la Organización, lo que indica que la capacidad total de esa parte de la sede es de unas 1 830 personas.

27. Si, como se indica en los párrafos 15 y 16, se calcula que la capacidad combinada de las alas Norte y Sur del edificio es de unas 250 personas, puede deducirse que la capacidad total de la sede, esto es, el edificio principal de oficinas y ambas alas, es de unas 2 080 personas. Para ser prudentes sería preferible indicar que la capacidad de todo el edificio es ligeramente superior a 2 000 personas.

28. Dado que, como se indica en el cuadro 2, el edificio se encontraba ocupado en 1.<sup>o</sup> de mayo de 1975 por 1 721 personas, cabría deducir que, a partir de esa fecha, podían haberse instalado otras 300 personas. Además, como de dicha cifra de ocupantes 81 personas pertenecían al personal de la OMS y del GATT, que ocupaban 170 módulos<sup>1</sup>, quienes habrán de abandonar estos locales a fines de 1976, deberá ser posible para la Organización instalar un total de unos 375 a 400 funcionarios, además de los que ya se encontraban en el edificio en 1.<sup>o</sup> de mayo de 1975.

29. Esta última cifra de 375 a 400 funcionarios presupone la aplicación constante de las actuales normas de ocupación. Evidentemente se podrían instalar en el edificio más personas si se redujeran estas normas de ocupación, habiendo manifestado la Secretaría de la OIT su intención de proceder a una reducción de esta naturaleza cuando se necesiten más locales para el personal.

## 2) Ocupación.

30. Los ocupantes del edificio de la sede y el espacio que ocupaban en 1.<sup>o</sup> de mayo de 1975 se enumeran en el cuadro 2.

- a) Personal de la Secretaría de la OIT (personas contratadas por la Organización, incluidos los consultores y personal temporal) diferente del personal adscrito al Instituto Internacional de Estudios Laborales.

31. El personal de la Secretaría de la OIT diferente del personal adscrito al Instituto, instalado en el edificio de la sede en 1.<sup>o</sup> de mayo de 1975, se elevaba a un total de 1 525 personas<sup>2</sup>. De esa cifra, 1 166 personas gozaban de contratos de un año, por lo menos, cuyos salarios se sufragaban a base del presupuesto ordinario de la OIT; 315 personas habían firmado contratos de, por lo menos, un año, cuyos salarios se sufragaban a base de fondos diferentes de los previstos en el presupuesto ordinario, y 44 personas tenían contratos temporales de menos de un año.

- b) El Instituto Internacional de Estudios Laborales.

32. En 1.<sup>o</sup> de mayo de 1975, el personal de este Instituto (36 personas), todas las cuales tenían contratos con la OIT, ocupaban un total de 792 m<sup>2</sup> de locales de oficinas (excluidos los locales para fines especiales) en los pisos décimo y undécimo de la sede de la OIT. Este Instituto fue creado por el Consejo de Administración de la OIT en 1960 con la finalidad de fomentar una mejor comprensión de los problemas laborales en todo el mundo. Las actividades del Instituto, que se iniciaron en 1962, consisten fundamentalmente en la organización de grupos de estudios internacionales y de seminarios, si bien también comprenden programas limitados de investigación y de información. Originalmente se esperaba que las labores del Instituto podrían financiarse exclusivamente a base de los ingresos obtenidos de un Fondo de dotación, creado con las sumas provenientes de contribuciones voluntarias. En la práctica, los ingresos de este Fondo se han complementado mediante una subvención de la OIT y por las becas y donativos de una serie de fuentes variadas.

<sup>1</sup> Dado el promedio de la asignación de la OIT de 1,793 módulos para cada miembro del personal, la Organización puede instalar a 94 personas (170 módulos ÷ 1,793) en el espacio ocupado por el personal de la OMS y del GATT.

<sup>2</sup> Como se indica en el cuadro 2, esta cifra no incluye 26 funcionarios de permiso sin goce de sueldo.

Cuadro 2

OCUPACION DEL EDIFICIO DE LA SEDE DE LA OIT EN 1.<sup>o</sup> DE MAYO DE 1975

Tipo de ocupante	Número	Locales ocupados (m <sup>2</sup> )
<u>Locales de oficinas de secretaría.</u>		
Secretaría de la OIT	1 525 <sup>a)</sup>	18 198 <sup>b)</sup>
Instituto Internacional de Estudios Laborales	36	792
Organización Mundial de la Salud	60	714
Acuerdo General sobre Aranceles Aduaneros y Comercio	21	306
<b>TOTAL</b>	<b>1 642</b>	<b>20 010</b>
<u>Otros locales.</u>		
Servicios de restaurantes	41	3 492
Servicio Médico <sup>c)</sup>	10	393 <sup>d)</sup>
Danzas (agencia de viajes) <sup>c)</sup>	7	114
Union de Banques Suisses <sup>c)</sup>	6	84
Correos, Telégrafos y Teléfonos	4	175
Interventores de cuentas del exterior <sup>c)</sup>	3	42
Naville (quiosco de periódicos)	3	80
Mutualidad de Ahorros y de Crédito <sup>c)</sup>	2	12
Empresa de limpieza <sup>c)</sup>	2	18
Sindicato del Personal <sup>c)</sup>	1 <sup>e)</sup>	84
<b>TOTAL</b>	<b>1 721</b>	<b>24 504</b>

a) Se excluyen 36 funcionarios del personal de la OIT adscritos al Instituto Internacional de Estudios Laborales, ya que estos funcionarios figuran separadamente en el cuadro. Asimismo quedan excluidos 26 funcionarios de permiso sin goce de sueldo. Esta cifra incluye determinado número de funcionarios destinados a tareas especiales, así como 50 personas de los servicios de conservación, y otras 25 a las que no se les han asignado oficinas.

b) Quedan excluidos 792 m<sup>2</sup> ocupados por personal del Instituto Internacional de Estudios Laborales, así como determinados locales para fines especiales ocupados por el personal.

c) Oficinas alquiladas en el edificio principal.

d) 174 m<sup>2</sup> de los cuales son locales de oficinas.

e) El presidente, el vicepresidente y un secretario del Sindicato del Personal son miembros del personal de la OIT y, consecuentemente, ya figuran en la cifra correspondiente a la Secretaría de la OIT.

c) Personal de otras organizaciones que ocupan locales de oficinas en el edificio de la sede.

i) Organización Mundial de la Salud.

33. Como se indica en el documento JIU/REP/75/<sup>1</sup>, la OMS firmó un acuerdo con la OIT para alquilar, a partir del 1.<sup>o</sup> de enero de 1975, una serie de oficinas en el piso noveno del edificio de la nueva sede de la OIT. Este acuerdo prevé el alquiler de 119 módulos ( $714 \text{ m}^2$ ) de locales de oficinas hasta el 31 de diciembre de 1976<sup>2</sup>. La renta es de 2 325 francos suizos anuales por módulo de oficina, más los gastos de limpieza. A partir del 1.<sup>o</sup> de mayo de 1975, los locales alquilados fueron ocupados por 60 miembros del personal de la OMS.

ii) Acuerdo General sobre Aranceles Aduaneros y Comercio.

34. De conformidad con un acuerdo, similar al firmado entre la OIT y la OMS, el GATT ha alquilado 51 módulos en el piso noveno por el período que va del 1.<sup>o</sup> de diciembre de 1974 al 30 de noviembre de 1976. A partir del 1.<sup>o</sup> de mayo de 1975, 21 funcionarios de esta organización se instalaron en el edificio de la OIT. La renta es la misma que la aplicada a la OMS. Además, el GATT paga 35 francos suizos por mes por cada aparcamiento reservado en el garaje subterráneo.

d) Otros ocupantes.

i) Servicios de restaurantes.

35. Un concesionario explota el restaurante, la cafetería de autoservicio, un "snack bar" y un bar en la sección de salas de reuniones (bar de delegados). El concesionario paga una renta anual de 30 000 francos suizos, más el 4 por ciento de la cifra de negocio en concepto de comidas y recepciones organizadas para los clientes privados en los locales de la OIT.

ii) Servicio Médico.

36. De conformidad con un acuerdo firmado con la OIT, similar al que ha concluido con otras determinadas organizaciones internacionales en Ginebra, la OMS facilita los servicios de ciertos miembros de su personal para que proporcionen servicios médicos al personal de la OIT. En el caso de la OIT, la OMS proporciona los servicios de cinco médicos consultores, un auxiliar de laboratorio, una enfermera y tres secretarias. La OIT facilita los locales necesarios en el quinto piso del edificio principal de la sede.

iii) Danzas (agencia de viajes).

37. En virtud de un acuerdo firmado el 16 de agosto de 1967, la OIT facilita a Danzas, en el tercer piso del edificio principal, locales de oficinas sin amueblar ( $114 \text{ m}^2$ ) para su personal (7 personas), quienes organizan los viajes oficiales del personal de la OIT, así como los viajes privados. La OIT proporciona a Danzas, a título gratuito, el alumbrado, la calefacción y la limpieza de los locales. Asimismo facilita a esta empresa los servicios de teléfonos, sufragando los costos de las llamadas locales, así como los costos de otras llamadas telefónicas relacionadas con las actividades oficiales de la OIT. Los costos de llamadas adicionales corren a cargo de Danzas.

<sup>1</sup> Informe sobre el aprovechamiento de locales para oficinas en la sede de la Organización Mundial de la Salud, párrafos 82-85.

<sup>2</sup> En virtud de este acuerdo se brindaba asimismo a la OMS la opción, que no había de ejercitarse después del 30 de junio de 1975, para alquilar otros 120 módulos ( $720 \text{ m}^2$ ). No obstante, la OMS informó a la OIT en junio de 1975 que no tenía la intención de recurrir a esta opción.

38. Teniendo en cuenta los locales y servicios que la OIT proporciona a Danzas, esta agencia de viajes ha pagado a la OIT la suma de 235 000 francos suizos correspondientes al periodo que va del 1.<sup>o</sup> de noviembre de 1973 al 30 de diciembre de 1974.

39. El acuerdo que la OIT ha concluido con Danzas, al igual que el firmado entre la OMS y Thomas Cook and Son, es, desde el punto de vista financiero, mucho más favorable para la Organización que el acuerdo concluido entre las Naciones Unidas y Cooks relativo a la Oficina de Ginebra de la ONU y a la sede de esta Organización en Nueva York.

iv) Union de Banques Suisses (UBS).

40. De conformidad con un acuerdo firmado el 19 de diciembre de 1974, la OIT proporciona a la UBS, en el tercer piso del edificio principal, unos locales de oficinas no amueblados ( $84 \text{ m}^2$ ) para su personal (6 personas). La Organización facilita a la UBS, a título gratuito, el alumbrado, la calefacción y la limpieza. En concepto de alquiler de los locales y servicios, el Banco paga a la OIT la suma de 25 000 francos suizos correspondientes al año de 1975. Este pago aumentará a 40 000 francos suizos en 1976, y será de 50 000 francos en 1977, 1978 y 1979.

41. La renta que el citado Banco paga a la OIT contrasta con el pago de 40 000 francos suizos que por el año de 1975 paga a la OMS la Société de Banque Suisse (SBS), que cuenta con una oficina en la sede de esta Organización. En comparación con ambos pagos, la Oficina de Ginebra de las Naciones Unidas no percibe ninguna renta en concepto de alquiler de la Lloyds Bank International Limited, que cuenta con dos oficinas en el Palacio de las Naciones.

v) PTT (Correos, Telégrafos y Teléfonos).

42. De conformidad con un acuerdo firmado con la OIT, similar al que ha concluido con la OMS y la Oficina de Ginebra de las Naciones Unidas, se facilita a los PTT unos  $175 \text{ m}^2$  de locales de oficinas en el ala Norte del edificio, sin pago de alquiler, para el funcionamiento de una oficina de correos con un personal de 4 personas de los PTT. La OIT proporciona la calefacción, electricidad, limpieza y reparaciones.

vi) Interventores de cuentas del exterior.

43. La OIT proporciona a sus interventores de cuentas del exterior un local de oficinas ( $42 \text{ m}^2$ ), para tres personas en el cuarto piso del edificio principal.

vii) Naville (quiosco de periódicos).

44. La OIT facilita a este concesionario un local de una superficie de  $80 \text{ m}^2$  para su personal (3 personas). Naville paga en concepto de alquiler el 11,5 por ciento de su volumen de negocio.

viii) Mutualidad de Ahorros y de Crédito.

45. Esta Mutualidad, que tiene su oficina principal en el Palacio de las Naciones, mantiene una oficina filial ( $12 \text{ m}^2$ ) en el segundo piso del edificio principal de la OIT para uno o dos funcionarios, quienes asesoran a los miembros del personal de la Organización.

ix) Empresa de limpieza.

46. La empresa encargada de la limpieza de los locales de la sede cuenta con una oficina ( $18 \text{ m}^2$ ) para dos supervisores en el tercer piso del edificio principal de la sede.

x) Sindicato del Personal.

47. La OIT proporciona a su Sindicato del Personal unos locales ( $84 \text{ m}^2$ ) en el primer piso del edificio principal de la sede. Este espacio se utiliza como sala de reuniones, oficinas para el presidente y vicepresidente del Sindicato y dos secretarías. Todas estas personas son miembros del personal de la OIT, aparte de una secretaria.

3) Normas de ocupación.

48. Como quedó dicho anteriormente, los locales de oficinas en el edificio principal de la sede están formados por módulos básicos de oficinas que tienen una superficie neta disponible de unos  $6 \text{ m}^2$  (1,2 metros x 5 metros, aproximadamente) y una ventana. En general, cada piso cuenta con 344 módulos y la oficina más pequeña consta de dos módulos (alrededor de  $12 \text{ m}^2$ ). Los tabiques que dividen las oficinas son móviles.

49. Las presentes normas de ocupación se indican en el cuadro 3.

50. De conformidad con las actuales normas de ocupación, a ningún miembro del personal que se le asigne una oficina se le conceden menos de 1,5 módulos, es decir, unos  $9 \text{ m}^2$  de espacio de oficina. Originalmente se había previsto, respecto de los "pools" de mecanografía, que tres mecanógrafos (as) habrían de compartir oficinas de tres módulos ( $18 \text{ m}^2$  aproximadamente). Sin embargo, como actualmente le sobra a la OIT espacio de oficinas, solamente dos mecanógrafos comparten esas oficinas.

Cuadro 3

NORMAS DE OCUPACION EN EL EDIFICIO DE LA SEDE DE LA OIT

Grado	Superficie asignada de oficina
<u>Categoría profesional</u>	
Director General	$30 \text{ m}^2$ (cinco módulos) como despacho de trabajo $72 \text{ m}^2$ como sala de representación <sup>a)</sup>
Director General Adjunto y Subdirectores	$36 \text{ m}^2$ (seis módulos)
D-2	$30 \text{ m}^2$ (cinco módulos)
D-1	$24 \text{ m}^2$ (cuatro módulos)
P-5	$18 \text{ m}^2$ (tres módulos)
P-4	$12 \text{ m}^2$ (dos módulos)
P-3	$9 \text{ m}^2$ (comparte tres módulos)
P-2	$9 \text{ m}^2$ (comparte tres módulos)
P-1	$9 \text{ m}^2$ (comparte tres módulos)
Servicios Generales	$9 \text{ m}^2$ (comparte tres módulos) <sup>b)</sup>

a) Que se utilizan para recibir visitantes distinguidos, para dar pequeñas recepciones, etc.

b) En circunstancias especiales, el personal de los Servicios Generales dispone ocasionalmente de una ocupación individual de oficinas de  $12 \text{ m}^2$  y  $18 \text{ m}^2$ .

51. Los inspectores consideran que, actualmente, las normas de ocupación para el personal profesional de la OIT son razonables y adecuadas<sup>1</sup>, y que podrían servir apropiadamente de modelo<sup>2</sup> para otras organizaciones del sistema de las Naciones Unidas. Es de observar que estas normas se han podido establecer en gran parte gracias a las proporciones y forma de los módulos de oficina de la OIT, lo que ha permitido a la Organización crear oficinas que no son ni muy grandes ni muy pequeñas. Otras organizaciones internacionales que planean la construcción de nuevos edificios de oficinas procederían acertadamente si consideraran la adopción de un módulo básico como el establecido por la OIT. Esas organizaciones deberían asimismo tener en cuenta el papel importante que pueden desempeñar los tabiques móviles que separan las oficinas, tal como los que existen en el nuevo edificio de la OIT, para observar las normas de ocupación una vez que se han adoptado y para reducirlas en caso de que fuera necesario.

52. Los inspectores han formulado reservas en cuanto al espacio de oficinas asignado actualmente al personal de los Servicios Generales y particularmente al personal de los servicios de mecanografía. En su opinión, el plan original de instalar tres mecanógrafos en una oficina de unos 18 m<sup>2</sup> constituye un criterio más razonable y más conforme con las prácticas aplicadas en otras grandes organizaciones internacionales que la norma presente de instalar solamente dos mecanógrafos en esas oficinas. Es de observar que las asignaciones de espacio de oficinas deben establecerse en función de las funciones ejercidas, y en este sentido se ha podido verificar que, en otras partes, el personal de mecanografía no necesita, desde el punto de vista funcional, más de 9 m<sup>2</sup> per cápita, lo que se confirma particularmente en el caso de edificios como el de la nueva sede de la OIT en el que todas las oficinas tienen ventanas por las que penetra la luz del día.

53. A continuación se citan algunos ejemplos de las normas aplicadas en otras grandes organizaciones internacionales. En la OMS, el personal de mecanografía del "pool" cuenta con una superficie per cápita de 3,2 m<sup>2</sup> o 4,8 m<sup>2</sup>, dependiendo ello de que sean seis o cuatro las personas de esta categoría que comparten las oficinas de 19,2 m<sup>2</sup>. En la nueva ala de oficinas (edificio E) del Palacio de las Naciones, la Oficina de Ginebra de las Naciones Unidas ha adoptado la norma de 5,02 m<sup>2</sup> para el personal de mecanografía de los "pools". En la Organización de la Alimentación y de la Agricultura de las Naciones Unidas (FAO), de Roma, al personal de los Servicios Generales se le concede por lo común una superficie de 5 m<sup>2</sup> per cápita. En la sede de la UNESCO, en París, las normas varían según los edificios, asignándose al personal de los Servicios Generales superficies que varían por lo común entre 8 m<sup>2</sup>, 7 m<sup>2</sup> y 6,5 m<sup>2</sup>. En la sede de las Naciones Unidas, en Nueva York, en donde de un 70 al 80 por ciento del personal de los Servicios Generales están instalados en locales de oficinas interiores, el personal de mecanografía que no trabaja en los "pools" cuenta con una superficie per cápita de 5,6 m<sup>2</sup>, y el personal asignado a los "pools" dispone de una superficie de 3,9 metros cuadrados<sup>3</sup>.

54. Consecuentemente se considera que existen grandes posibilidades de reducir la asignación de espacio al personal de mecanografía si la OIT estima necesario disminuir las normas de ocupación para instalar personal adicional en el nuevo edificio. Además pueden justificarse estas reducciones de la superficie de las oficinas asignado a otro personal de los Servicios Generales de conformidad con la práctica establecida en otras organizaciones.

55. La relación que existe entre la aplicación de normas de ocupación más razonables del personal de mecanografía, y quizás a otro personal de los Servicios Generales, por una parte, y la capacidad del nuevo edificio de la OIT para instalar personal, por otra, se pone de manifiesto cuando se verifica que, actualmente,

<sup>1</sup> No obstante, véase el párrafo 58.

<sup>2</sup> Esta observación no se aplica al puesto de Director General, ya que los jefes ejecutivos asumen variadas responsabilidades y aplican diferentes métodos de trabajo, variando de esta forma forzosamente sus locales de oficinas.

<sup>3</sup> Hay que señalar que los inspectores han desaprobado la práctica de instalar seis miembros del personal de mecanografía en oficinas de una superficie de 19,2 m<sup>2</sup>, habiendo recomendado que se adopten medidas correctivas en cualesquiera otras situaciones en que el personal de los Servicios Generales ocupe oficinas de superficies exigüas.

la OIT emplea unos 100 mecanógrafos (as) que están instalados en los diferentes "pools", y otros 300-350 mecanógrafos (as), taquígrafos (as) y secretarios (as) que no trabajan en los "pools". Por ejemplo, si en el caso de 100 mecanógrafos (as) en lugar de dos se instalan tres de ellos en las oficinas de 18 m<sup>2</sup>, su asignación de espacio per cápita se reduciría de 9 m<sup>2</sup> a 6 m<sup>2</sup>, con lo cual se ahorrarían 300 m<sup>2</sup> de espacio. Esta superficie facilitaría la instalación de otros 50 mecanógrafos (as) instalados en la misma forma.

56. Al considerar una posible reducción de la asignación de espacio para los mecanógrafos (as) del "pool", es de señalar que incluso si se tiene que compartir una oficina de 18 m<sup>2</sup> con otro colega, este personal dedica un tiempo considerable en el manejo de las máquinas ATS en oficinas separadas de 12 m<sup>2</sup>. Cuando esto ocurre, las oficinas de 18 m<sup>2</sup> a las que se asigna este personal solamente contienen un ocupante, como máximo. No obstante, los inspectores estiman justificado que durante el período de la Conferencia general de la OIT, en junio de todos los años, los mecanógrafos (as) contratados sobre una base de asistencia temporal se instalen en las oficinas de algunos de los mecanógrafos (as) pertenecientes al "pool".

57. Los inspectores recomendaron que la OIT debería realizar un estudio completo sobre la posibilidad de modificar las normas de ocupación correspondientes al personal de los Servicios Generales, y las que se aplican a los mecanógrafos (as) en particular, para ajustar más estrechamente estas normas con la práctica de otras organizaciones. La Secretaría de la OIT ha notificado a los inspectores que "en caso de que se necesitara espacio adicional, aparte del espacio de oficinas que se mantiene en reserva, se espera reducir en la mayor medida posible las normas de ocupación antes de que se haga necesario adquirir nuevos locales".

58. La Secretaría de la OIT ha informado asimismo a los inspectores que en caso de que se reduzcan las normas de ocupación esta medida afectará tanto al personal de la categoría profesional que al personal de los Servicios Generales. Por lo que se refiere a las normas de ocupación del personal profesional de la OIT, ya se ha señalado en el párrafo 51 que, en las presentes circunstancias, los inspectores consideran que estas normas son razonables y apropiadas. Al mismo tiempo, los inspectores no considerarían inapropiado, si se produjera una escasez aguda de espacio de oficinas, que se reduzcan las asignaciones de espacio establecidas para el personal profesional de grado D-2 y D-1, y quizás también la correspondiente al personal profesional de grado P-5. A este respecto, los inspectores indican que en la nueva ala de oficinas (edificio E) del Palacio de las Naciones, de la Oficina de Ginebra de las Naciones Unidas, se han reducido recientemente las asignaciones de espacio de oficina de los funcionarios de grado D-2 a 23,2 m<sup>2</sup>, las de los funcionarios de grado D-1 a 18,8-23,2 m<sup>2</sup>, y las correspondientes a los funcionarios de grado P-5 a 13,5 m<sup>2</sup>.

B. Planificación y administración de los locales de oficinas en la OIT.

59. El jefe del Departamento de los Servicios Financieros y Administrativos Centrales asume la responsabilidad principal en cuanto a la administración de los locales de oficinas en el edificio de la OIT, ejerciendo esta función de conformidad con las normas estipuladas por el Director General y el Subdirector General que tiene a su cargo el sector de la administración general.

60. Dentro del Departamento de los Servicios Financieros y Administrativos Centrales, el Servicio de Administración Interna se encarga de la administración corriente de los locales de oficinas, así como de su planificación a este respecto para satisfacer futuras necesidades. No obstante, no existe una unidad o sección separadas que se ocupen de los locales de oficinas, ya que esta tarea es de la incumbencia, según los casos, del Servicio o de la Sección de los Servicios Internos. Los casos importantes, tales como el traslado de una unidad de un sector a otro, las asignaciones de espacio de oficinas a otras organizaciones, las asignaciones correspondientes a la alta dirección, etc., se gestionan, en principio, a nivel del servicio correspondiente. Normalmente, la Sección de los Servicios Internos se ocupa de los casos corrientes.

61. El Consejo de Administración adopta las decisiones fundamentales en materia de construcción, contando para ello con el asesoramiento de su Subcomisión de Construcciones. Basándose en el informe establecido por este organismo, el Consejo de Administración adoptó la decisión final de construir un nuevo edificio en la propiedad del "Grand Morillon". La supervisión general de la construcción del edificio se confió a un consejero que había prestado servicios anteriormente a nivel de Director General Adjunto, en calidad de Tesorero y Controlador Financiero, y que, por tanto, estaba plenamente familiarizado con las necesidades de la OIT en materia de locales de oficinas.

62. Los inspectores se mostraron admirados ante el cuidado y atención que se habían prestado a la planificación para prever las necesidades de espacio de oficinas de la OIT en el nuevo edificio. El módulo básico de la superficie de oficina, la instalación de tabiques móviles entre los despachos, la garantía de contar con luz natural en todas las oficinas y el establecimiento de normas de ocupación razonables y adecuadas para el personal de la categoría profesional son factores que deben contribuir en forma significativa a la administración eficaz del espacio disponible en el nuevo edificio.

63. No obstante es de observar que en la planificación de la capacidad del edificio se previó que habrían de aplicarse ciertas normas de ocupación. Como se indica en los párrafos 50 y 52, ya se ha introducido una importante modificación de las normas anteriores respecto al espacio asignado al personal de mecanografía. En este sentido hay que indicar que este cambio se ha efectuado a pesar de que los funcionarios de la OIT encargados principalmente de la administración del espacio del edificio señalaron que las nuevas normas no se ajustarían a las de otras organizaciones del sistema de las Naciones Unidas. Es de lamentar esta discrepancia, que no solamente podía restar valor a la planificación del nuevo edificio, sino que también podría constituir un precedente que dificultaría la administración del espacio disponible en otros sectores. No obstante, los inspectores saben que se ha explicado claramente al personal de la OIT que cuando el edificio esté plenamente ocupado será necesario reducir las normas de instalación a todo el personal, incluido el personal de los "pools" de mecanografía, si llegado el momento se necesitan oficinas para instalar a más funcionarios.

64. También impresionó a los inspectores el hecho de que la OIT hubiera conseguido acuerdos para alquilar una parte importante de los locales que sobraban tan pronto como se completara la construcción del edificio. Esta práctica debe asimismo observarse por otras organizaciones que tengan un excedente de espacio, y, si se adopta el procedimiento, debe concederse una prioridad a los miembros del sistema de las Naciones Unidas que necesiten locales de oficinas. Es cierto que sobra todavía mucho espacio en el edificio de la OIT que no se ha alquilado, pero su arrendamiento no es factible dado que se ha asignado este espacio a futuras expansiones de las diversas unidades en todo el edificio. Una asignación de esta naturaleza es, evidentemente, una práctica racional.

65. No obstante, si bien es razonable la práctica de asignar un espacio de reserva a las diversas unidades para prever futuras expansiones, este procedimiento amenaza la administración adecuada del espacio de oficinas si no se acompaña de ciertas garantías. En efecto, esta práctica crea inmediatamente presiones para que el personal se desplace a las zonas inocupadas y para que se le asignen espacios que rebasan las normas anteriores de ocupación. Por ejemplo, este sistema origina una presión tendiente a conceder al personal normas de ocupación superiores a las que tengan en realidad derecho, basándose para ello en la teoría de que, cuando ese personal ascienda profesionalmente en el futuro, tendría derecho de todos modos a asignaciones de mayor espacio de oficinas. Aunque debe observarse una razonable flexibilidad al asignar el espacio de oficinas de conformidad con las normas de ocupación, hay que tener presente que es sumamente difícil reducir estas asignaciones de espacio una vez que se hayan efectuado (una organización con sede en Ginebra ha hecho referencia a tales asignaciones como una "experiencia penosa y sumamente desagradable"). Además, cuando se establecen excepciones a las normas originales, incluso si concurren circunstancias especiales, ello crea presiones para lograr otras excepciones aun en ausencia de esas condiciones. En general, las excepciones solamente pueden justificarse sobre la base de las funciones ejecutadas por los miembros del personal o si se efectúan por motivos económicos, por ejemplo, si esas excepciones evitan la necesidad de proceder a divisiones onerosas de los locales.

66. Por las razones mencionadas anteriormente, una organización internacional con sede en Ginebra ha adoptado el criterio, respecto del espacio asignado para prever futuras expansiones, de que "normalmente el espacio previsto para una futura expansión se condensará y cerrará o se utilizará para otros fines temporales hasta el momento en que lo necesite la unidad interesada".

67. La Secretaría de la OIT ha indicado que, por motivos prácticos, ha sido necesario, por ahora, instalar a ciertos funcionarios solos en oficinas que son más amplias que aquellas a las que tienen derecho según las normas de ocupación. Esto ha ocurrido, por ejemplo, en el caso de que un P-3 ocupa individualmente una oficina de tres módulos prevista para dos funcionarios P-3, simplemente porque en ese momento la unidad administrativa no cuenta con otro P-3. Cuando se ha producido esta eventualidad se ha notificado por escrito al funcionario interesado que ocupa una oficina mayor que aquella a la que tiene derecho, y que ha de contar con que esta situación haya de modificarse en el futuro.

68. Pese a esta loable salvaguardia, y a causa de las presiones mencionadas en el párrafo 65, los inspectores desean hacer hincapié en la conveniencia de que la Secretaría de la OIT prosiga sus esfuerzos para garantizar que, salvo si existe una justificación funcional significativa o cuando se invoquen razones de economía, no se debe asignar al personal un espacio que rebase las normas originales.

#### IV. PERSPECTIVAS FUTURAS

69. El Programa y presupuesto de la OIT correspondiente al bienio 1976-1977 fue aprobado por la Conferencia general en junio de 1975, no previéndose ningún aumento de personal durante ese bienio. En cuanto a cualquier aumento posible de personal después del citado bienio, la Secretaría de la OIT ha informado a los inspectores que "solamente podemos conjeturar que este aumento no rebasará un 5 por ciento anual".

70. En respuesta a la pregunta de los inspectores sobre lo que representaría el aumento previsto de personal en términos de necesidades adicionales de locales de oficinas, la Secretaría de la OIT contestó que "se prevé que la capacidad del edificio es suficiente hasta 1981". Por diversas razones, los inspectores consideran que esta estimación peca quizás de excesiva prudencia.

71. En primer lugar, en 1.<sup>o</sup> de mayo de 1975, el personal de la OIT, comprendidos 36 funcionarios del Instituto Internacional de Estudios Laborales, así como 26 funcionarios de permiso sin goce de sueldo, se elevaba a un total de 1 587 personas. Suponiendo que, después de 1977, se registre la tasa de aumento del personal mencionada por la Secretaría de la OIT, esto es, 5 por ciento anual, en este caso ello representaría, durante los años 1978-1980, solamente un aumento de 250 funcionarios, lo que daría un total de 1 837 personas. A esta cifra habría que añadir un personal de 79 ocupantes de "otros locales", como se muestra en el cuadro 2, con lo cual la cifra total de ocupantes se elevaría a 1 916 personas<sup>1</sup>. Así, si la "conjetura" de la OIT en cuanto a la tasa de aumento del personal "hasta 1981" es exacta, la ocupación máxima del edificio a comienzos de 1981 sería inferior en 100 personas a la capacidad prevista de ligeramente superior a 2 000 personas. En este caso sería necesario otro aumento de 5 por ciento (92 personas) durante 1981 para que la ocupación del edificio alcanzara dicha cifra de capacidad máxima.

72. Es de observar que el cálculo del párrafo anterior se basa en la provisión máxima de un 5 por ciento anual de la tasa de aumento del personal, en tanto que, para el bienio 1976-1977, no se prevé aumento alguno. Si el promedio anual de la tasa de aumento del personal sólo es de un 2,5 por ciento, en ese caso el edificio ha de satisfacer las necesidades de la OIT en materia de locales de oficinas hasta fines de 1985, aproximadamente.

73. En los cálculos citados se ha supuesto que la capacidad del edificio de la OIT sólo era ligeramente superior a 2 000 personas, lo que, a su vez, implica la aplicación ininterrumpida de las actuales normas de ocupación y que la OIT no podría transformar los locales que ahora utiliza para otros fines en locales de oficinas. A este respecto, ha de señalarse, por una parte, que la Secretaría de la OIT ha manifestado su intención de reducir las normas de ocupación cuando se necesiten más locales (párrafo 57) y, por otra, que la OMS ha podido aumentar la capacidad de su edificio de la cifra prevista de 1 000 personas a la cifra actual de más de 1 200, reduciendo para ello las normas de ocupación y creando más locales de oficinas en sus terrenos (véase JIU/REP/75/3 (A28/31), párrafos 37-42). Si la OIT adopta medidas de esta naturaleza cuando necesite más locales de oficinas, el edificio actual de la sede podrá satisfacer las necesidades de la Organización a este respecto por un período de años más prolongado.

74. Consecuentemente, los inspectores recomendaron que, durante uno o dos años, la Secretaría de la OIT debería elaborar planes para prever la ocupación máxima del edificio, de conformidad con sus necesidades funcionales y normas razonables de instalación del personal. Al desarrollar tales planes, la Secretaría de la OIT podrá verificar indudablemente la utilidad de consultar a los funcionarios de otras organizaciones de Ginebra que han tenido que hacer frente a situaciones similares, aunque es de suponer que la Secretaría ha podido adquirir ella misma una considerable experiencia en esta esfera en relación con el aprovechamiento de espacio, en estos últimos años, del antiguo edificio de la OIT.

<sup>1</sup> Los 81 funcionarios pertenecientes a la OMS y al GATT, actualmente instalados en el edificio, pueden ignorarse a los efectos de este cálculo, ya que habrán abandonado los locales que actualmente ocupan antes de 1980.

75. En la actualidad, la OIT no proyecta ninguna nueva construcción para satisfacer futuras necesidades en materia de locales de oficinas. Sin embargo, el 7 de julio de 1975, la OIT ha concluido un contrato para la adquisición de una parcela de terreno adyacente al emplazamiento actual de su sede, que tiene una superficie de 40 500 m<sup>2</sup>, aproximadamente. Esta parcela se adquiere a cambio de la cesión de los terrenos que poseía la OIT adyacentes a su antiguo edificio a orillas del lago de Ginebra. Esta última propiedad, de una superficie de 13 442 m<sup>2</sup>, llamada "Les Fougères", contiene una "villa" y un edificio prefabricado, que ocupaba anteriormente el Instituto Internacional de Estudios Laborales.

76. Como parte de la misma transacción, la OIT ha adquirido el derecho de ocupación, con fines de edificación, otra parcela de terreno, adyacente a su nuevo edificio, de una superficie de 21 116 m<sup>2</sup>. Este derecho de ocupación es válido por un período de 99 años, debiendo la OIT abonar una renta anual de 100 francos suizos durante los primeros 30 años, y una renta que habrá de fijarse para los años siguientes.

V. RESUMEN DE LAS PRINCIPALES CONCLUSIONES,  
SUGERENCIAS Y RECOMENDACIONES

A. Capacidad y ocupación del edificio de la OIT.

1. Se calcula que el edificio de la OIT puede dar cabida a algo más de 2 000 personas, suponiendo que se continúen aplicando las presentes normas de ocupación. En mayo de 1975, el edificio estaba ocupado por 1 721 personas (de las cuales 1 561 eran miembros del personal de la OIT), es decir, unas 300 personas menos que la capacidad prevista. Además, 81 ocupantes (pertenecientes al personal de la OMS y del GATT) deberán abandonar el edificio a fines de 1976, pudiendo posiblemente ser reemplazados por un número algo superior de personas. Consecuentemente, el edificio ha de poder dar cabida a 375-400 personas más, y este número podría aumentarse si la Secretaría de la OIT cumple su declarada intención de reducir las normas de ocupación "en la mayor medida posible" antes de que trate de procurarse otros locales (párrafos 12-29).

B. Ocupación del edificio de la OIT por personal ajeno a la Secretaría.

2. En 1.<sup>o</sup> de mayo de 1975, el edificio de la OIT daba cabida a unas 160 personas que no pertenecían a la Secretaría de la Organización, de las cuales 60 eran funcionarios de la OMS, 21 del GATT y 79 constituyan personal de diversos concessionarios, los PTT suizos, el Servicio Médico, la Mutualidad de Ahorros y de Crédito, el Sindicato del Personal y los intervendedores de cuentas del exterior. Ninguna de estas ocupaciones del edificio han planteado cuestiones (párrafos 33-47).

3. La OIT ha logrado arreglos mucho más favorables de tipo financiero con la Agencia de Viajes y con el Banco, que disponen de oficinas en el edificio de la sede, que los concluidos por la Oficina de Ginebra de las Naciones Unidas con instituciones similares (párrafos 37-41).

C. Normas de ocupación del edificio de la OIT.

4. Las normas de ocupación aplicables al personal de categoría profesional en el edificio de la OIT son, en opinión de los inspectores, razonables y adecuadas en las presentes circunstancias, y podrían adoptarse apropiadamente por otras organizaciones del sistema de las Naciones Unidas. Estas normas han podido establecerse gracias a la capacidad y dimensiones del módulo básico de la Oficina de la OIT, normas que otras organizaciones deben estudiar cuidadosamente cuando procedan a la planificación de la construcción de nuevos locales de oficinas (párrafos 48-51).

5. Los inspectores han formulado reservas en cuanto a normas de ocupación aplicables al personal de los Servicios Generales, particularmente la norma relativa al personal de mecanografía de los "pools", norma que rebasa la que se planeó originalmente y la que se aplica efectivamente en otras organizaciones. Esta norma, que consiste en que dos mecanógrafos (as) compartan oficinas de 18 m<sup>2</sup>, en lugar de que tres mecanógrafos (as) compartan esas mismas oficinas, como se previó originalmente, reduce la capacidad de las oficinas ocupadas por los mecanógrafos (as) de los "pools" en 50 personas. Los inspectores han recomendado que esta norma, así como otras aplicables al personal de los Servicios Generales, se revisen por la Secretaría de la OIT con vistas a asimilarlas en mayor grado a las normas aplicables por otras organizaciones del sistema de las Naciones Unidas cuando se necesiten otros locales de oficinas (párrafos 52-57).

6. La Secretaría de la OIT ha manifestado que, en el caso de que se necesiten más oficinas, tiene la intención de reducir las normas de ocupación en la mayor medida posible antes de tratar de adquirir nuevos locales, declarando asimismo que esa reducción afectaría no solamente al personal de los Servicios Generales, sino también al personal de categoría profesional. Aunque consideran que las normas de

ocupación aplicables a este último personal son razonables y adecuadas en la actualidad, los inspectores no considerarían inapropiado reducir las normas correspondientes a los funcionarios de grado D-2 y D-1, y quizás las de ciertos funcionarios de grado P-5, si se produce una aguda penuria de locales de oficinas (párrafo 58).

D. Planificación y administración de los locales de oficinas en la OIT.

7. El jefe del Departamento de los Servicios Financieros y Administrativos Centrales asume la principal responsabilidad en materia de administración de los locales de oficinas en el edificio de la OIT, ejerciendo esta función en virtud de las normas estipuladas por el Director General y el Director General Adjunto que tiene a su cargo el sector de la Administración general (párrafo 59).

8. Dentro del Departamento de los Servicios Financieros y Administrativos Centrales, el Servicio de la Administración Interna se encarga de la administración corriente de los locales de oficinas, así como de su planificación para satisfacer necesidades futuras. No existe ninguna unidad separada que se ocupe de los locales de oficinas. Los problemas importantes se resuelven a nivel del Servicio interesado, y los casos corrientes se gestionan a través de la sección de los servicios internos del Servicio en cuestión (párrafo 60).

9. Los inspectores se mostraron admirados ante el cuidado y la atención que se habían prestado a la planificación para prever las necesidades de locales de oficinas de la OIT en el nuevo edificio. El módulo básico del espacio de oficina, la instalación de tabiques móviles entre las oficinas, la garantía de contar con luz natural en las oficinas y el establecimiento de normas de ocupación razonables adecuadas para el personal profesional son todos ellos factores que han de contribuir en forma significativa a la administración eficaz de los locales de oficinas en el nuevo edificio (párrafo 62).

10. Los inspectores consideran desacertado el haber procedido a una modificación significativa de las normas de ocupación, esto es, la norma relativa al personal de mecanografía de los "pools", a pesar de que los funcionarios que estaban encargados principalmente de la administración del espacio de oficinas señalaron que las nuevas normas propuestas no se ajustaban a las normas aplicadas por otras organizaciones del sistema de las Naciones Unidas. Los inspectores saben que se ha informado claramente al personal de la OIT que cuando el edificio esté plenamente ocupado será necesario reducir las normas de ocupación a todo el personal, incluido el personal mecanográfico de los "pools", si llegado el momento se necesitan oficinas para instalar a más funcionarios (párrafo 63).

11. Los inspectores mostraron asimismo su satisfacción de que la Secretaría de la OIT hubiera alquilado gran parte de los excedentes de oficinas en el nuevo edificio a la OMS y al GATT tan pronto como se completó la nueva sede. A este respecto, dichos inspectores recomendaron esta práctica a todas las organizaciones que construyan nuevos edificios, y consideraron que, cuando se alquilen los locales de oficinas que sobren, debe concederse una prioridad a otras organizaciones del sistema de las Naciones Unidas que registran necesidades de oficinas (párrafo 64).

12. Los inspectores estimaron razonable que la Secretaría de la OIT hubiese asignado cierto volumen de espacio de oficinas a diversas unidades de diferentes sectores del edificio a efectos de futuras expansiones. No obstante, dichos inspectores consideran que esta práctica, aunque razonable, amenaza la administración eficaz de los locales de oficinas si no se acompaña de ciertas garantías. En efecto, ese procedimiento crea presiones para asignar espacio de oficinas que rebasan las normas originales de ocupación, y, cuando esto ocurre, es sumamente difícil reducir las asignaciones de espacio que se han efectuado (párrafos 64-66).

13. Por razones prácticas, la OIT se ha visto forzada a instalar ciertos miembros del personal, por ahora, en oficinas más grandes que aquellas a las que tienen derecho. En tales casos, se ha comunicado por escrito al personal interesado que esta situación se modificará oportunamente en el futuro. A pesar de esta salvaguardia, los inspectores instan a que se desplieguen esfuerzos continuados para garantizar que las normas de ocupación se aplican estrictamente, excepto en aquellos casos en que existe una justificación funcional importante o cuando se invoquen razones de economía que autoricen la no aplicación en ciertos casos (párrafos 67-68).

E. Perspectivas futuras.

14. El Programa y presupuesto de la OIT correspondiente al bienio 1976-1977 no prevé ningún aumento de personal. Respecto del siguiente período la Secretaría de la OIT sólo puede "conjeturar" que la tasa de aumento del personal "no rebasará un 5 por ciento anual". Sobre esta base, la Secretaría declara que se prevé que la capacidad del edificio de la OIT "es suficiente hasta 1981" (párrafos 69-70).

15. Los inspectores consideran que la citada estimación peca de excesiva prudencia. Suponiendo un aumento anual acumulativo del orden de un 5 por ciento después de 1977, puede deducirse que el edificio no estaría plenamente ocupado antes de fines de 1981. Pero, si el promedio de la tasa de aumento anual de personal es solamente de un 2,5 por ciento, la plena capacidad del edificio no se lograría antes de fines de 1985, aproximadamente. Además, la reducción de las normas de ocupación, a la que se tiene la intención de proceder en caso de que se necesiten más locales de oficinas, y la transformación de los locales que actualmente se utilizan para otros fines en locales de oficinas (como ha efectuado la OMS), permitiría que el edificio satisfaga las necesidades de la OIT a este respecto durante un período de años más prolongado (párrafos 70-73).

16. Los inspectores recomendaron que, durante uno o dos años, la Secretaría de la OIT debería elaborar planes para lograr la ocupación máxima del edificio, de conformidad con su necesidades funcionales y normas razonables de instalación. Al desarrollar estos planes, la OIT debería tener en cuenta la experiencia adquirida a este respecto por otras organizaciones (párrafo 74).

17. Aunque la OIT no proyecta, por ahora, la construcción de nuevos locales de oficinas, en julio de 1975 adquirió una parcela, de una superficie de 40 500 m<sup>2</sup>, inmediatamente adyacente al emplazamiento de la sede. Esta parcela se adquirió a cambio de la cesión de los terrenos, de una superficie de 13 442 m<sup>2</sup>, que poseía la OIT, adyacente a su antiguo edificio a orillas del lago de Ginebra. Como parte de la misma transacción, la OIT ha adquirido el derecho de ocupación, con fines de edificación, una parcela adicional, adyacente a su nuevo edificio, de una superficie de 21 116 m<sup>2</sup>. Este derecho de ocupación es válido por un período de 99 años, debiendo la OIT abonar una renta anual de 100 francos suizos durante los primeros 30 años, una renta que habrá de fijarse para los años siguientes (párrafos 75-76).